

« LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE »

Sommaire

Accueil

par Marie-Françoise Bechtel ,
Présidente de la Fondation Res Publica 7

« *La nouvelle guerre froide* »

par Jean-Robert Raviot,
Docteur en science politique et professeur de civilisation russe contemporaine à
l'université Paris-Nanterre, auteur, notamment, de *Russie : vers une nouvelle
guerre froide* (La documentation française, 2016)..... 8

« *Démondialisation ou re-mondialisation* »

par Franck Dedieu,
Docteur en sciences économiques, directeur adjoint de la rédaction de
Marianne..... 17

« *Quelle politique énergétique face aux bouleversements induits par la guerre d'Ukraine ?* »

par Agnès Pannier-Runacher,
Ministre de la transition énergétique, ancienne ministre déléguée chargée de
l'industrie..... 23

« *Le rôle de la diplomatie européenne dans la crise ukrainienne* »

par Jean de Gliniasty,
Ancien ambassadeur de France à Moscou (2009-2013), directeur de recherche à
l'Iris, auteur, notamment, de *Petite histoire des relations franco-russes*
(L'Inventaire, 2021) et de *La Russie, un nouvel échiquier* (Eyrolles, 2022) 32

« *Que révèle cette crise de l'avenir de l'Europe et du désordre mondial ?* »

par Thierry de Montbrial,
Fondateur et Président de l'Institut français de relations internationales,
président de la *World Policy Conference*, auteur, notamment, de *Vivre le temps
des troubles* (Albin Michel, 2017) 39

Débat 49

Monsieur le Président fondateur,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Nous sommes très heureux de vous retrouver en ce colloque de rentrée après une période électorale pendant laquelle la Fondation Res Publica s'est tenue au silence que lui imposent ses statuts.

Rarement un colloque aura autant été plongé au cœur d'une actualité dont chaque jour révèle de nouveaux rebondissements. Nous avons pourtant pensé qu'il était du devoir pour la Fondation Res Publica de le tenir dès cette rentrée, alors que tous les événements ne sont pas absolument perceptibles.

La question que nous allons traiter est très délicate parce que nous vivons dans l'émotion médiatique, dans l'instantanéité, dans une suite d'événements qui, jour après jour, paraissent plus fantastiques les uns que les autres. De référendum en menace d'armes nucléaires, de la déclaration agressive d'un secrétaire d'État américain aux propos d'Européens dont on a parfois du mal à discerner où ils vont, nous vivons dans un monde difficile à décrypter. Nous pensons pourtant que c'est un devoir pour notre fondation que d'essayer de regarder au-delà, vers l'avenir. Dans le moment dangereux que vivent notre pays et notre continent tout entier, il nous appartient d'essayer d'introduire un peu de raison dans les débats. Non pas que nous ayons forcément raison dans ce que nous allons essayer de dire. Mais peut-être sommes-nous nombreux à éprouver que prendre un peu de distance devient aujourd'hui nécessaire pour savoir tout simplement où nous entraîne cette guerre. Une guerre qui, de jour en jour, est le théâtre d'actes inexcusables, mais qui interviennent sur un arrière-plan historique et avec des effets sur l'avenir à un terme que nous ne pouvons pas fixer.

Quand nous avons préparé ce colloque, nous pensions d'abord à la question européenne : l'Ukraine et l'Europe. Mais Jean-Pierre Chevènement nous a immédiatement fait remarquer que la question posée touche en réalité à l'ordre mondial. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi ce fil directeur exprimé par l'intitulé du colloque. En effet de très nombreux problèmes se posent dans les domaines les plus divers : militaire, économique, géopolitique ... ou plutôt

diplomatique et affectant les relations internationales (Thierry de Montbrial va me taper sur les doigts si j'emploie à mauvais escient le mot « géopolitique »). Tout cela mis ensemble crée une sorte de bruit de fond qui accompagne des événements ponctuels, précis, parfois fracassants. Et on a beaucoup de mal à tenter d'y voir clair pour penser l'avenir dans ce brouillard que le traitement médiatique ne contribue pas à éclaircir...

Pour ce faire, nous avons réuni des intervenants dont chacun apportera quelque chose d'essentiel à la lisibilité de ce qui nous arrive et à l'intelligibilité du futur qui pourrait éventuellement s'en déduire.

Je commence par le passé – ce n'est pas un paradoxe – en me tournant vers l'historien Jean-Robert Raviot, spécialiste de la Russie, docteur en science politique et professeur de civilisation russe contemporaine à l'université Paris-Nanterre, auteur, notamment, de *Russie : vers une nouvelle guerre froide* (La documentation française, 2016).

Il va essayer d'analyser devant nous comment, sur le temps long, les choses se sont nouées de manière aussi dramatique que celles que nous vivons depuis sept mois. Autrefois, quand nous étions élèves dans le secondaire (c'était l'époque où le secondaire avait des programmes), on parlait des « causes conjoncturelles » et des causes structurelles », des causes « lointaines » et des causes « proches ». C'est un peu dans cette perspective que nous interrogerons pour commencer un historien.

JEAN-ROBERT RAVIOT

La nouvelle guerre froide

Merci beaucoup de votre invitation.

Comme vous l'avez dit nous sommes dans des temps à la fois troublés et très sombres. Cette question de la guerre en Ukraine, dont la séquence actuelle débute le 22 février dernier avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, est précédée de très nombreuses séquences historiques. Je vais essayer devant vous, de la manière la plus claire et la plus succincte possible, d'évoquer dans l'histoire du temps

présent les jalons qui peuvent amener à éclairer cette action d'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Je fais remonter ce temps présent à la chute de l'URSS, à la fin du bloc socialiste. Cela ne m'empêchera pas de vous faire profiter d'un certain nombre de réflexions sur la manière dont cette guerre en Ukraine éclaire l'État russe et son fonctionnement, en particulier le fonctionnement d'un mécanisme que j'ai baptisé « le logiciel impérial ».

Enfin, je vous ferai part d'un certain nombre de conclusions plutôt d'actualité politique que d'ordre historique.

Ce retour sur le temps présent nécessite de revenir sur la fin du bloc socialiste, du bloc soviétique, du « bloc de l'Est » comme on disait. Cette séquence se déroule entre 1988 et 1991. S'ouvrent alors deux chantiers :

Un chantier géopolitique, celui de l'architecture sécuritaire en construction du continent européen qui, a-t-on coutume de dire, s'ouvre avec la chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne. Selon moi, cette architecture sécuritaire du continent européen s'ouvre avec le discours prononcé le 7 décembre 1988 à l'Assemblée générale de l'ONU par un illustre chef d'État soviétique récemment disparu, Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev. Un discours véritablement révolutionnaire qui annonce la décision unilatérale de l'URSS de se retirer de la confrontation avec le bloc occidental, avec la conséquence première de laisser leur souveraineté aux États membres du Pacte de Varsovie. Il annonce, sans le dire clairement, la dissolution du Pacte de Varsovie qui de fait aura lieu quelques années plus tard. La doctrine Brejnev, qui enchâssait la souveraineté des États socialistes dans celle de l'URSS, ce « Bloc de l'Est », disparaît au profit de la « doctrine Sinatra » selon laquelle chacun va suivre sa voie (allusion à la chanson *My Way* de Franck Sinatra).

La chute de l'URSS et la fin du « Bloc de l'Est » débouchent aussi sur un grand malentendu Est-Ouest. D'un côté le pari stratégique de Gorbatchev sur le retrait unilatéral du bloc socialiste, le désarmement, la nouvelle pensée, la « maison commune européenne », etc., gage que si le « Bloc de l'Est » fait retrait, se désagrège lui-même, le maintien de l'autre bloc ne sera plus nécessaire et il sera possible de créer une architecture de sécurité commune. C'est un grand malentendu comme la suite l'a démontré. Récemment, un excellent livre, sorti

en anglais sous la plume de ma collègue américaine, Mary Elise Sarotte, sous le titre *Not One Inch!*¹ fait référence à la fameuse phrase que James Baker aurait prononcée en 1990 dans un sommet réunissant Américains, Allemands et Soviétiques : l'OTAN n'avancera pas d'un pouce, l'Allemagne sera réunifiée, intégrée dans l'OTAN (16 juillet 1990 : accord soviéto-allemand) mais - *Not One Inch !* - on n'ira pas d'un pouce plus loin ! Vous connaissez la suite...

Les idées d'architecture de sécurité européenne commune transcendant les blocs, post-blocs, émises par Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev, étaient véritablement révolutionnaires. Lors de son récent décès il a été beaucoup question de sa vie, de ses échecs, de sa popularité à l'Ouest, de son impopularité en Russie mais ses idées que l'on peut qualifier de géopolitiques dans le contexte des années 1989-1990-1991 n'ont pas eu le retentissement que l'on aurait pu attendre.

C'est aussi un grand chantier politique, souvent mal vu, qui m'a beaucoup intéressé : celui de la reconstruction des États postsocialistes selon trois trajectoires que l'on voit de dessiner à l'époque :

La première trajectoire est celle du modèle européen occidental : les États sortant du Bloc socialiste vont recouvrer leur souveraineté puis adhérer assez rapidement à la norme européenne. Bien avant leur adhésion à l'Union européenne, quinze ans plus tard, une phase préparatoire extrêmement longue, véritable entreprise en profondeur d'adaptation, de conversion de ces pays socialistes aux normes européennes, va bouleverser les sociétés, les droits (privés et publics), les systèmes capitalistes, le marché, l'encadrement du marché, etc., mais également les États. Cette conversion normative a une profonde influence et le modèle européen occidental va prédominer dans la transformation des États d'Europe de l'Est dans leur ensemble, y compris les ex « satellites », tous entrés dans l'Union européenne, et les trois États baltes issus de l'URSS.

La seconde trajectoire, que j'appellerai le modèle russe, est très particulière : la Russie, État successeur en titre, en droit international, de l'Union soviétique, doit à la fois gérer l'héritage soviétique et reconstruire un État et une puissance. Quel type d'État ? Quel type de puissance ? Faute de modèle, s'ouvre dans les années 1990 une période extrêmement erratique, assez sombre dans la mémoire

¹ Mary Elise Sarotte, *Not One Inch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*, Yale University Press, 2022. Édition en anglais. (NDLR)

collective. C'est aussi une époque où le modèle étatique n'est pas clair, étant donné que des modèles extérieurs appellent à liquider cet héritage. Mais comment liquider un héritage qui est le fondement sur lequel l'État est bâti ? Là est le dilemme russe, assez mal compris en Occident et, de ce fait, assez peu intériorisé par les élites occidentales.

Enfin, la troisième trajectoire est celle des modèles post-soviétiques. Les ex-républiques soviétiques n'étaient pas des États indépendants et n'avaient pas de structure étatique proprement dite. Certains, comme l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, avaient connu une indépendance éphémère dans les années 1918-1921, dans des conditions extrêmement complexes, mais il n'y avait pas véritablement de modèle étatique. Ces États se retrouvent en porte-à-faux entre l'héritage soviétique, c'est-à-dire le voisin russe, et les modèles qui se mettent en place chez leurs voisins occidentaux immédiats, les pays d'Europe centrale, et exercent une forte attractivité pour une partie des élites. Par exemple, ce qui est interprété comme le succès de la Pologne dans sa transition vers le marché et la démocratie est regardé dès les années 1990 avec beaucoup d'intérêt par les élites ukrainiennes.

Les années 1990 sont, au niveau des relations internationales, le moment unipolaire américain, avec ses conséquences en Europe. C'est aussi une période de transition qui va déboucher sur le retour d'une hostilité Est-Ouest, que j'ai appelée « la nouvelle guerre froide » et que nous ressentons aujourd'hui comme plus « chaude » que l'ancienne. L'Occident s'étant élargi, cette hostilité Est-Ouest s'exprime dans des frontières différentes. L'Union européenne a intégré de nouveaux États de l'Europe de l'Est. L'OTAN s'est élargie jusqu'aux frontières de la Russie. Dans les années 90, un temps sidérée par cette unipolarité, la Russie va s'attacher à reconstruire tant bien que mal un modèle de puissance, avec des succès et des limites. Puissance qui s'accompagne d'une projection de puissance mais aussi, c'est très important, d'une quête permanente de sanctuarisation de ses confins encore assez mal comprise du côté occidental.

On voit cette puissance russe, très incarnée dans la personne de Vladimir Poutine, se reconstruire dans les années 2000. On a tendance à voir l'arrivée de Poutine au pouvoir comme la condition d'émergence de ce retour à la puissance. Effectivement il va accompagner, porter, encourager et même encadrer ce retour à la puissance.

Mais cette quête de puissance est bien antérieure à Poutine et commence dans le marasme des années 1990, au moment de la réélection de M. Eltsine à la présidence en 1996, réélection dans des conditions assez peu glorieuses, il faut bien le dire. Une grande partie de ceux que, par commodité, j'appellerai les hauts-fonctionnaires, l'élite du pouvoir administratif fédéral en Russie, prend conscience lors de cette élection de la faiblesse de l'État. Faiblesse de l'État qui se manifeste par la difficulté du Président à se faire réélire et par la puissance politique des fameux oligarques qui ont une influence énorme sur la prise de décisions. Faiblesse de l'État russe qui n'est plus capable d'édicter des normes qui soient appliquées dans les régions par exemple : il y a un gros problème d'autorité de l'État dans les régions, dans les républiques. La « verticale du pouvoir » dont Poutine va ensuite vouloir mettre en œuvre le rétablissement pose problème car l'État est véritablement faible.

Un autre élément va aller dans le sens d'une stimulation d'une politique de puissance, c'est le retour d'Evgueni Primakov à la tête du ministère des Affaires étrangères et de ce qu'on appelle en russe des *государственники*, c'est-à-dire des hauts fonctionnaires attachés à un État fort et au statut de grande puissance de la Russie, qui vont, pour eux, de pair. On prend conscience de la nécessité du retour de la Russie, avec une nouvelle politique étrangère. Nouvelle politique étrangère qui ne serait plus un arrangement permanent avec les États-Unis et l'Occident dans une situation de faiblesse à la fois militaro-stratégique et surtout économique, mais la reconquête d'une marge de manœuvre pour la Russie qui doit se projeter, non plus comme une puissance uniquement tournée vers l'Occident, mais essayer de trouver une sorte d'équilibre entre l'Occident et l'Est. 1996 est aussi la date de la première réunion du sommet russo-chinois de Shanghaï où a été fondée l'Organisation de la Coopération de Shanghaï (OCS) qui depuis s'est institutionnalisée. On parle même aujourd'hui d'un « pivot vers l'Est » de la diplomatie russe.

En 1998, la crise financière plonge la Russie dans une crise économique assez profonde avec une forte dévaluation du rouble.

Le printemps 1999 voit l'intervention de l'OTAN dans la crise du Kosovo et le bombardement de Belgrade. La Russie, par la voix de Primakov, entre temps devenu Premier ministre, proteste officiellement et se prononce contre cette opération de l'OTAN en Serbie.

Poutine arrive en 2000. Il mène entre 2001 et 2004 une série d'importantes réformes internes, administratives et fiscales, et procède à des réaménagements

politiques qui vont dans le sens d'un autoritarisme politique et d'une mise en veille de l'influence politique d'un certain nombre d'entreprises baptisées « oligarques ».

La politique poutinienne est portée par un retour à la croissance, lui-même porté par la hausse du prix du pétrole. Entre 2000 et 2010 le PIB par habitant de la Russie en termes de pouvoir d'achat est multiplié par 3 (et par 4,5 entre 2000 et 2022). Je n'aime pas beaucoup les chiffres qui ne veulent pas forcément dire grand-chose mais il y a là incontestablement un retour de la croissance, surtout dans les années 2000-2010. Après 2010 cela devient beaucoup plus complexe. Mais la Russie va peu à peu s'émanciper de ses années 1990.

C'est en 2003 que la Russie et la France exercent leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU contre l'intervention américaine en Irak.

2007 voit l'affirmation, dans le discours politique russe, de la puissance et de la vocation de puissance de la Russie. Très clairement, pour la Russie, l'ordre du monde ne peut être unipolaire : « Je pense que l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'Alliance ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, cela représente une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander contre qui cet élargissement est réalisé. » Le ton est donné par cette citation du discours historique prononcé par V. Poutine le 10 février 2007 à la Conférence de Munich sur la sécurité. C'est l'entrée en lice d'un nouveau vocabulaire. La Russie est en faveur d'un monde multipolaire dont elle serait l'un des pôles. Parmi les autres pôles, les États-Unis, la Chine et d'autres.

Ce retour à la puissance est à la fois concomitant et producteur de cette nouvelle guerre froide qui toutefois n'est pas le produit de la seule action internationale de la politique de la Russie mais celui de l'interaction entre une certaine politique occidentale et la réaction russe. La nouvelle guerre froide n'est pas le fait du Kremlin qui retournerait soudain à l'âge de Brejnev. Selon un de mes collègues « Poutine ça commence comme Kennedy et ça finit comme Andropov. » Je ne me prononce pas là-dessus. En tout cas, on peut dire que la nouvelle guerre froide est le produit de l'interaction de deux anciens blocs et d'au moins deux acteurs, voire davantage. Ce n'est pas seulement une radicalisation de la position russe.

Les étapes de cette nouvelle guerre froide.

En 1999 débute la procédure d'adhésion à l'OTAN de six pays de l'ancien Pacte de Varsovie (Pologne, République tchèque, Hongrie, les trois États baltes).

Le 13 décembre 2001, les États-Unis annoncent leur retrait officiel du traité *Anti-Ballistic Missile* (ABM) sur les armes à longue portée (en fait le traité *Salt 1* liant en 1972 la limitation des armements stratégiques défensifs et celle des armements stratégiques offensifs).

En 2002 les États-Unis décident la mise en œuvre du programme de boucliers anti-missiles et son déploiement en Europe (déploiement qui interviendra dans les années 2010).

J'ai déjà parlé du veto de 2003 contre l'intervention américaine en Irak.

Au sommet de l'OTAN de 2008, à Bucarest, annonce est faite de la vocation de deux républiques ex-soviétiques frontalières de la Russie, la Géorgie et l'Ukraine, à adhérer à l'OTAN.

Très peu de temps après, lors de la guerre russo-géorgienne en Ossétie du Sud (août 2008), pour la première fois les troupes russes sont engagées en tant que telles de manière directe et officielle sur le terrain étranger proche. Quand, en 1992 l'aviation russe avait bombardé l'Abkhazie, elle l'avait fait de manière subreptice et non officielle. Cette fois-ci, c'est ouvertement. On entre vraiment dans cette nouvelle guerre froide qui sera marquée ensuite par une montée de la tension.

2011 voit l'intervention militaire de la coalition occidentale en Libye.

En 2012, une importante vague de contestation en Russie, hostile au retour de Poutine au Kremlin, provoque de nombreuses manifestations de rue. L'ambassadeur Michael McFaul, reçoit une délégation des opposants de la rue à l'ambassade des États-Unis. C'est anecdotique mais symboliquement très fort et cela va véritablement faire monter la tension.

En 2013-2014, la séquence de la révolution en Ukraine, dite « Maidan », est considérée par Moscou comme un coup d'État ourdi par des officines américaines. Elle est suivie de l'annexion de la Crimée par la Russie qui est présentée comme une riposte à ce changement de pouvoir à Kiev. On entre alors dans la séquence actuelle, une guerre froide de plus en plus chaude, avec une montée des interventions militaires et des déploiements militaires de la Russie (en Syrie en 2015).

En 2019, le retrait conjoint des États-Unis et de la Russie du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), loin d'être anecdotique, était le signal de retour en arrière militaro-stratégique en Europe.

Nous assistons en 2022 à la dernière étape de cette escalade de la nouvelle guerre froide avec l'entrée des troupes russes sur le territoire de l'Ukraine et le début de l'opération spéciale.

Cette nouvelle guerre froide est beaucoup moins équilibrée que l'ancienne d'un point de vue militaro-stratégique. Le bloc occidental élargi, ce que le pouvoir russe appelle « l'Occident collectif », un terme qui désigne l'Union européenne, les États-Unis, l'OTAN, est dans une confrontation asymétrique et indirecte avec la Russie. Comme je le disais, cette guerre froide n'a jamais été aussi chaude. La guerre est d'une ampleur jamais vue depuis 1945 et le terrain des opérations, l'Ukraine, est en Europe. De plus, la politique d'endiguement de la puissance russe par l'Occident comporte de nombreuses limites, n'offrant notamment aucune perspective pour constituer un pôle de puissance européen.

Je conclurai par quelques éléments permettant de comprendre les spécificités de l'État russe.

L'histoire de l'État et des institutions est la grille d'analyse qui permet de comprendre la politique menée. En effet, cette politique résulte largement d'une machinerie, de pratiques, d'une culture. Il y a une inertie profonde dont il faut comprendre la logique. Si le communisme dans tous ses états a mis par terre le système qui régissait les États il n'a pas mis forcément par terre les États en tant qu'appareils, en tant que bureaux, en tant que fonctionnaires.

Il fallait donc à la sortie du communisme trouver un système pour faire fonctionner ces États. C'est là qu'intervient l'opposition qui me semble importante entre la norme et l'histoire.

Les États européens de l'Est ont choisi la norme, ont choisi l'Union européenne comme horizon de leur développement. Voyant dans l'Union européenne des perspectives de développement économique et social, de modernisation, ils sont entrés dans une norme avec un objectif politique très clair.

Ne pouvant entrer dans cette norme, la Russie s'est retournée vers l'histoire de l'État russe, que j'appelle « le logiciel impérial ». La Russie moderne, la Russie moscovite, s'est constituée à la fin du XV^e siècle dans une affirmation de sa souveraineté et d'émancipation face au joug mongol. En 1480 Ivan III, selon une geste probablement symbolique et imaginaire, va sur l'une des cathédrales du Kremlin déchirer le document par lequel ses prédécesseurs, grands princes de

Moscou, reconnaissent devoir payer l'impôt aux Mongols. C'est une affirmation de souveraineté. La modernité de la Russie commence à cette époque. Ensuite viendront Ivan le Terrible et, en 1504, 1543, 1552, la conquête progressive d'un territoire très vaste, d'une profondeur continentale, qui constitue la Russie moderne. L'État russe d'aujourd'hui est l'héritier de cette histoire impériale qui a fait l'État. Son « logiciel » est impérial. On peut le critiquer, on peut déplorer son caractère peu « démocratique » mais il faut essayer de partir de là pour essayer d'en comprendre la logique.

Chose très importante du point de vue géopolitique, la Russie est un empire très vaste avec des frontières floues, des confins, des marches, des zones grises et, ce que ma collègue Sabine Dullin a justement appelé, *La frontière épaisse*². En effet, la nécessité pour la Russie d'avoir des frontières un peu « épaisses », c'est-à-dire des zones tampons, et la perception exacerbée de sa sécurité aux frontières expliquent le discours sur l'expansion de l'OTAN.

J'appelle « kremlinocentrisme » la place du Kremlin et de l'État central dans la politique. C'est une force à la fois centrifuge et centripète. Les kremlins sont des forteresses qui se sont généralisées pendant le Moyen-âge. Ces constructions en pierres, dans un univers où la construction était en bois, pérennisaient la société, l'État, le commerce, la religion, la civilisation. Le Kremlin, comme toute forteresse, est à la fois un abri et une cage. Il faut toujours mesurer dans quelles proportions, et pour qui, ce Kremlin est un abri et une cage.

Toute cette histoire politique de la Russie, l'histoire de l'État russe, a une profonde influence sur la manière de voir qui est celle des élites russes. Je ne parle pas seulement de Poutine. Un livre a été écrit en France : *Dans la tête de Vladimir Poutine*³. À mon avis, ce qu'il y a dans la tête de Vladimir Poutine est dans la tête de beaucoup de gens à Moscou.

Je terminerai sur cette métaphore de la cage et de l'abri avec une remarque d'actualité. La Russie vient de lancer une mobilisation partielle pour accroître le nombre d'hommes envoyés sous les drapeaux pour combattre l'Ukraine. On voit la résistance d'une importante minorité de gens qui ne veulent pas partir. D'autres

² Sabine Dullin, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Éditions de l'EHESS, coll. En temps & lieux, oct. 2014. (NDLR)

³ Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Actes Sud, coll. Babel, 2016 (NDLR)

acceptent cette mobilisation. Le Kremlin est-il un abri ? Une cage ? Les avis divergent et peuvent créer des tensions au sein de la société.

Merci beaucoup.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Nous allons passer aux conséquences économiques mondiales de la guerre d'Ukraine.

C'est Franck Dedieu qui s'attelle à cette tâche.

Chacun voit, chez nous, en Europe et dans le monde entier, les effets immédiats, à court et long termes, de la guerre d'Ukraine. Je pense en particulier à la crise alimentaire mondiale.

Jusqu'à quel point ce conflit porte-t-il un coup au cours dans lequel se déroulaient les transferts de chaînes de valeur et l'ensemble de ce grand logiciel économique qui se déploie depuis une quarantaine d'années et que l'on a coutume d'appeler la mondialisation néolibérale ?

Jusqu'à quel point ce conflit, marque-t-il un point d'arrêt, un point d'interrogation, un point de rupture ?

FRANCK DEDIEU

Démondialisation ou re-mondialisation

Merci beaucoup.

Je commencerai par un chiffre, résultat d'un calcul de coin de table publié hier à partir des prévisions de l'OCDE qui a révisé sa croissance pour 2023 : entre les prévisions faites avant la crise ukrainienne pour l'année 2023 et les chiffres actuels – qui sont bien sûr à prendre avec des pincettes – il y a un différentiel de 3000 milliards d'euros (l'équivalent du PIB allemand). Cet effondrement de la création de richesse est un choc brutal et encore concerne-t-il la seule année

2023. Il faudrait ajouter l'année 2022, déterminée pour les quatre cinquièmes par cette crise, et l'année 2024.

Plus grave encore est le sentiment diffus, ou plutôt confus, chez nos concitoyens que non seulement les crises se succèdent mais que ces crises convergent, selon une sorte d'alignement funeste des planètes. Selon une sorte de division internationale des crises : à chacun sa crise !

Une crise alimentaire est due à la crise climatique. Les chiffres sont révélateurs de l'ampleur des dégâts : sur un an l'augmentation des prix alimentaires est de 240 % au Liban, de 94 % en Turquie.

Une crise financière survient pratiquement au même moment, ce qui paraît nouveau par rapport aux crises précédentes. Sur fond de dévaluation de l'euro, les places financières chancellent, et leur baisse rend beaucoup plus difficile l'accès au crédit, au financement.

Nous traversons aussi une crise budgétaire. Les États, qui ont pris conscience que l'endettement public est un vrai problème, se retrouvent dans une impasse : respecter les grands équilibres nous entraînerait vers une récession mais lutter contre l'inflation par de la dépense revient à nous endetter un peu plus. Cette impasse est illustrée par la loi récente sur le pouvoir d'achat destinée à adoucir les effets de l'inflation. Le montant de cette loi sur le pouvoir d'achat permet d'améliorer de 1,4 % la masse salariale et la masse des pensions face à une inflation 4 à 5 fois plus importante. Aurait-il pour autant multiplié par 4 la loi sur le pouvoir d'achat ? On rentre dans cette impasse qui consiste à choisir entre le risque d'une récession en n'en faisant pas suffisamment et le risque d'un endettement public qui devient élevé surtout dans cette période où les marchés, qui se mettent à évaluer avec plus de doute la capacité des États à s'endetter, exigent donc des taux d'intérêt plus importants.

Enfin nous connaissons une crise diplomatique dont Jean de Gliniasty parlera bien mieux que moi.

Tout cela se traduit bien sûr par une crise sociale, illustrée il y a quelques jours par Jerome Powell, le président de la FED, la banque centrale américaine. « Nous avons besoin d'une augmentation du chômage pour lutter contre l'inflation » a-t-il déclaré. C'est une phrase de classe qui signifie : soit vous avez de l'inflation, soit vous avez du chômage. Mais il est possible que nous ayons les deux : une récession et de l'inflation. C'est ce qu'on appelle la stagflation.

Voici pour ce rapide état des lieux avec, encore une fois, ce surgissement inédit de crises qui ne se succèdent pas mais semblent arriver au même moment, sans se donner rendez-vous. C'est ce que les Américains appellent *Perfect Storm* ou *Big One*.

Pardon d'être aussi pessimiste.

À chaque diagnostic funeste émergent – et, il faut bien l'avouer, les médias, dont je fais partie, ont leur part de responsabilité – des « chamboule-tout » qui proclament : C'est une nouvelle ère, nous entrons dans un nouveau monde, plus jamais rien ne sera comme avant ! Déjà, à l'époque de la faillite de Lehman Brothers, avec la naissance du G 20 on nous promettait un autre monde. Le covid a amené l'exigence d'une sorte de retour à la souveraineté. Aujourd'hui d'aucuns prédisent que, bien que nous soyons au cœur du conflit, l'après Ukraine sera un nouvel ordre du monde.

On assiste à des tours de passe-passe. Par exemple on utilise toujours le mot « crise » au sens que lui donnent les Chinois : symbole du danger en même temps que symbole de l'opportunité. Dans cette acception la crise permettrait une sorte de régénérescence. On se souvient de la fameuse phrase de Gramsci : « Il y a crise quand l'ancien monde ne veut pas mourir et que le nouveau ne peut pas naître. »

Nous sommes à un point de bifurcation, dans un entre-deux historique, idéologique, culturel et économique. Finalement c'est assez démocratique. Les experts peuvent mettre des choses en équation mais ce que nous ressentons est le sentiment diffus que tout cela peut arriver en même temps. « Il y a des décennies où il ne se passe rien et il y a des semaines où l'on bâtit des décennies », disait Lénine. On se dit qu'il y a enfin une porte d'opportunité, pour changer le monde, de faire la table rase.

D'une certaine manière, Emmanuel Macron est entré dans ce jeu-là en annonçant la fin de l'abondance. Il joue aussi la carte de l'autre monde. Ce qui est assez étrange, c'est qu'en 2017 l'idée de l'émancipation permanente dominait alors qu'en 2022 s'impose l'idée de la limite : nous butons sur quelque chose. Autrement dit, en 2017 il fallait préparer la France à la mondialisation et, en 2022, il faudrait préparer la France à la démondialisation !

On nous vend donc la fin de la mondialisation.

Y aura-t-il ou non fin de la mondialisation ? m'avez-vous demandé.

À cette question il est répondu oui la plupart du temps dans la mesure où il s'agit de refaire le monde. La démondialisation signifie la fin de la dérégulation avec le retour de l'État, la fin du libre-échange avec la rupture des chaînes de production et d'approvisionnement et, d'une certaine manière, la fin de l'expertise avec le primat du politique sur l'économique.

Je dois vous avouer – et je ne crains pas de faire profession de mon ignorance, comme disait Montaigne – que j'en doute un peu. Il est bien possible que nous n'assistions pas du tout à la fin de la mondialisation.

Il y a un précédent. Lors de la crise de Lehman Brothers il était aussi question du retour de l'État, de la fin du néolibéralisme. J'ai passé au peigne fin les stratégies de localisation des 50 sociétés industrielles françaises les plus importantes de 2007, au moment de la crise des *subprimes*, jusqu'à 2017. Et j'ai fait la photographie des deux. Le résultat de cette étude est à rebours de ce que l'on pouvait dire à l'époque sur le retour de l'État et sur l'émergence d'une démondialisation. Au cours de la décennie 2007-2017, les sociétés industrielles du CAC40 ont perdu 17 % de leurs effectifs en France tandis que leurs effectifs augmentaient de 29 % dans les pays émergents. Oui, ils ont internationalisé : Alcatel : - 63 % des effectifs en France, parallèlement + 10 % dans les pays émergents ; Arkema (chimie) : - 35 % des effectifs en France, parallèlement + 214 % des effectifs dans les pays émergents ; Schneider : - 28 % en France, + 100 % dans les pays émergents... Devant ces chiffres on se dit qu'il y a quand même un décalage entre ce que l'on entend et lit sur le grand mouvement de balancier du début des années 2000 et les résultats stratégiques, concrets, tangibles, de la localisation des actifs des sociétés françaises.

Aujourd'hui il est bien possible que, dans le monde post-covid, le désordre mondial actuel ne remette pas en question la mondialisation.

Quelques indices vont dans ce sens, vers le statu quo économique :

D'abord, l'inflation ne va sans doute pas durer. Le gouvernement fait ce pari que non. Il a peut-être raison. Les prix n'augmentent pas par l'augmentation des salaires, c'est bien dommage, mais par des embouteillages de chaînes de valeur et, une fois les bouchons évacués, on peut se dire que les tensions baisseront. C'est le pari du ministère des Finances de se dire que cette inflation ne va pas forcément durer, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il ne va pas indexer les salaires sur l'augmentation des prix.

Ensuite, il est clair que la Chine ne veut pas se lancer dans un monde bipolaire. La Chine veut rester dans le concert des nations, dans un univers qu'elle veut

multipolaire. Au début des années 2010 elle a pourtant tenté de relancer sa demande intérieure, en essayant d'augmenter les salaires, d'être un peu moins mercantiliste, essayant d'accéder par elle-même au rang de grande puissance. Cette stratégie plus ou moins keynésienne n'a pas fonctionné. Peut-être la critique à demi-mot du Président chinois à l'endroit de Vladimir Poutine tient-elle à cela. La Chine a encore une logique mercantiliste, elle n'entend pas se couper du monde, surtout pour ses exportations.

On a pensé que l'augmentation des salaires chinois créerait une logique de SMIC mondial, de convergence mondiale des salaires qui tarirait les délocalisations et rendrait inutile la mondialisation en raison de la convergence vers un même standard de rémunérations. Aujourd'hui, malgré des augmentations fortes en Chine, d'après les chiffres de la Banque mondiale, le salaire chinois reste six fois inférieur à celui du salaire nord-américain. C'est dire que même avec des augmentations deux à trois fois plus importantes en Chine qu'aux États-Unis et au Canada le rattrapage prendrait des siècles ! des siècles ! Et d'ici-là la machine à délocaliser aura le temps de faire son œuvre.

Enfin – c'est aussi une hypothèse – la France, et en particulier Emmanuel Macron, mène à bas bruit une politique d'attractivité. S'il était sûr que c'était la fin de la mondialisation, s'il pensait que le localisme allait reprendre le dessus et qu'on allait déchirer tous les traités de libre-échange, il ne jouerait pas cette carte de la compétitivité et de l'attractivité du territoire ! Or c'est ce qu'il fait. Il le fait de façon relative parce que les autres font des taxes sur les super-profits ou cassent leur discipline de règles budgétaires. Son choix du statu quo fait augmenter la compétitivité française relativement aux autres. Le budget de 2023 révèle qu'il a encore l'idée d'être de 3 % en-dessous des critères de Maastricht à horizon 2027. Le choix de ne pas indexer les salaires vise à rester compétitifs. La baisse de l'impôt sur les sociétés et même de l'impôt de production n'est pas remise en cause. En 2012, quand François Hollande avait proposé la taxe de 75 % pour les super-riches, David Cameron avait déclaré : « Moi, je déroule le tapis rouge aux industries françaises ! ». C'est ce que fait Emmanuel Macron. Il est en train de dérouler le tapis rouge pour que la France soit attractive et compétitive. Est-ce le bon choix ? On peut avoir sur ce point des débats très longs. En revanche cela suggère qu'il joue la carte d'une poursuite de la mondialisation.

Merci beaucoup.

Nous vous remercions beaucoup, Madame la ministre, de venir entre deux réunions participer à notre colloque.

La lecture de votre décret d'attributions⁴ révèle les fonctions très larges qui sont les vôtres sous l'intitulé de « transition énergétique ». Intitulé heureusement trouvé car la transition énergétique est vraiment le sujet qui est devant nous.

À la lumière de la crise ukrainienne, très profonde certainement mais en tout cas névralgique, dont chaque jour apporte de sinistres nouvelles, comment voyez-vous la façon dont la France peut faire sa transition énergétique ? En d'autres termes, et d'une manière un peu trop simple, peut-être, la guerre d'Ukraine change-t-elle ou, à votre avis, va-t-elle changer d'ici quelques mois les objectifs à court, moyen et éventuellement long terme de la France ?

Vous avez décliné, notamment dans une conférence de presse que vous avez donnée il y a quinze jours, ce que sont les objectifs de la transition énergétique de la France. Jusqu'à quel point les événements, qui, encore une fois, changent tous les jours, vont-ils nous permettre de la mener, qu'il s'agisse de la relance du nucléaire ou de la sobriété énergétique que vous appelez de vos vœux (qui rappelle d'ailleurs aux plus anciens d'entre nous, les mesures « d'économie d'énergie » des années 1970) ?

Tout cela est impacté par les « nouvelles du front » qui arrivent tous les jours, qui sont parfois des nouvelles politiques comme le référendum.

Pensez-vous néanmoins que la France pourra tenir, à court et à moyen termes, la ligne qui a été définie par le Président de la République en matière de transition énergétique ?

⁴ Décret n° 2022-845 du 1er juin 2022 relatif aux attributions du ministre de la transition énergétique (NDLR)

Quelle politique énergétique face aux bouleversements induits par la guerre d'Ukraine ?

Monsieur le ministre,
Mesdames et Messieurs,

Merci de m'accueillir dans cette conférence.

Je regrette de ne pas avoir entendu les interventions liminaires parce que cela m'aurait permis de rebondir sur ce que vous avez pu exprimer.

Le premier enjeu de la crise ukrainienne est quand même un sujet de valeurs. Je m'écarte un peu du sujet de l'énergie mais cela me paraît absolument essentiel.

Nous connaissons une guerre à haute intensité aux portes de l'Europe, ce qui est assez nouveau. La stratégie de l'agresseur est d'essayer de disloquer l'Europe, notamment dans l'unité que nous montrons en matière de réponses sur un certain nombre de sujets.

Une petite musique laisse entendre que les sanctions font peut-être plus de mal à l'Europe qu'à la Russie, ce sur quoi je veux m'inscrire très clairement en faux. Les sanctions auront un impact massif sur l'économie de la Russie qui, par exemple, a déjà réduit de 96 % sa production d'automobiles faute d'importations de composants nécessaires à un certain nombre d'activités industrielles. Fin juin, l'inflation était de + 15 % en Russie alors qu'elle était de + 6 % en France. Je pourrais continuer à égrener les signaux économiques.

Évidemment nous n'avons pas accès à l'appareil statistique russe – qui n'est peut-être pas celui qui présente les caractéristiques de plus grande indépendance – mais nous savons que ces sanctions font très mal.

Nous savons également que ce qui est en jeu est un modèle démocratique, un enjeu de paix. Quand j'échange avec mes homologues balte, roumain, tchèque, polonais, la guerre, à leur porte, et l'ombre portée de « l'empire russe » sont quelque chose de très concret pour eux. Et quand bien même nous pouvons avoir des divergences ponctuelles entre nous et si parfois des sujets peuvent ralentir des prises de décisions communes, il importe de tenir collectivement et de ne pas faiblir au niveau des opinions publiques.

Vous avez fait allusion à l'époque de la « chasse au gaspi », des grandes mesures d'économie d'énergie et de l'accélération du programme nucléaire avec Messmer. Si je regarde notre politique énergétique face à l'actuelle crise énergétique majeure, la plus importante que nous vivons depuis les années 1970, je ne vois pas beaucoup de changements dans la ligne que nous avons tracée.

Je rappelle que la politique énergétique portée par le Président de la République repose sur un triple enjeu :

Le premier enjeu est de lutter contre le réchauffement climatique en visant la neutralité carbone de notre économie en 2050. Nous avons tenu sur cet objectif en pleine guerre d'Ukraine puisque, à la fin du premier semestre 2022, nous nous sommes donnés pour objectif une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 55 % en 2030 au niveau européen, avec le paquet climat « Fit for 55 » adopté durant la Présidence française de l'Union européenne. Ce n'est pas seulement un objectif global qui est formulé. Cela a des conséquences très directes pour chaque secteur d'activité : l'automobile, le transport maritime, l'aviation, le bâtiment, les énergies renouvelables, l'industrie... toute l'activité économique a en creux une feuille de route de décarbonation à un rythme extraordinairement soutenu. Nous n'avons pas renoncé à cela.

Le deuxième objectif est notre indépendance. Ce qui se passe aujourd'hui en Russie et en Ukraine nous montre à quel point cet objectif d'indépendance est essentiel.

Le troisième objectif est la compétitivité des entreprises et le pouvoir d'achat.

En résumé, notre objectif est de disposer d'une énergie abondante, bas carbone, accessible en prix qui nous permette de développer nos propres ressources industrielles. Une énergie qui permet à notre pays d'être capable, dans le concert des nations, de tenir son rang économique mais également politique et géopolitique.

Le Président de la République a présenté notre politique énergétique à Belfort le 8 février dernier. C'était avant la guerre. Son discours mettait en avant quatre leviers pour réaliser cette ambition :

Les deux premiers leviers sont la sobriété et l'efficacité énergétiques.

La sobriété consiste à ajuster nos comportements pour avoir une consommation de l'énergie plus économe – dans nos manières de nous déplacer, de gérer les locaux... Le plan sobriété n'est pas un plan pour passer l'hiver mais pour aller vers

la décarbonation avec une première marche d'économie (10 % d'énergie) qui doit être suivie de marches complémentaires. Les scénarios des experts de l'énergie nous indiquent qu'il faudra réduire notre consommation d'énergie de 40 % pour atteindre zéro carbone en 2050.

L'efficacité énergétique réside dans des technologies (LED, isolation d'un logement, passage d'un véhicule thermique à électrique etc.) qui procurent le même confort (éclairage, chaleur), en consommant moins d'énergie.

Les deux autres leviers reposent sur une massification du déploiement de capacités de production bas carbone en remplacement des énergies fossiles. Ce sont les énergies renouvelables et le nucléaire.

Car nous le savons, il importe surtout de sortir des énergies fossiles, non de savoir s'il faut deux tiers de nucléaire, un tiers d'énergies renouvelables... Nous sommes obnubilés par notre mix électrique alors que les énergies fossiles que nous devons remplacer représentent plus des deux tiers de notre consommation d'énergie aujourd'hui (transports, chauffage, eau chaude sanitaire etc.). Cette dépendance explique qu'aujourd'hui les entreprises sont confrontées à des prix qui s'envolent et que certaines sont obligées d'arrêter leur production. C'est ce qui explique les problèmes de pouvoir d'achat que rencontrent ceux qui ne bénéficient pas directement du « bouclier » – je pense notamment aux entreprises de taille moyenne – et les collectivités locales.

Sortir des énergies fossiles suppose de les remplacer par autre chose. Selon les rapports RTE (deux ans de travail, 40 experts, 4000 personnes interrogées), qui ont tracé différents scénarios, la massification dont nous avons besoin en termes d'énergies renouvelables et le programme de relance en matière nucléaire sont considérables. C'est pourquoi je prends aujourd'hui les décisions permettant de faire le maximum sur ces deux aspects. Le niveau d'ambition pour y parvenir est tel que si je ne mets pas le maximum d'« énergie » pour les pousser nous n'y arriverons pas collectivement.

Un facteur est parfois oublié : notre propre système énergétique a une date de valeur. Les centrales nucléaires construites à la fin des années 1970 et au début des années 1980 avaient initialement été conçues pour durer quarante ans. À l'issue de cette période, les prolonger de dix ans demande beaucoup de maintenance. Même si nous arrivions à les prolonger de dix ans supplémentaires au début des années 2030, rien ne dit que ces centrales nucléaires présenteront à cinquante ans et plus les qualités de sécurité que nous pouvons attendre de ce type d'installation. Il arrivera un moment où il faudra les remplacer. C'est cela

aussi qui est en jeu. C'est vrai pour les centrales, pour les installations renouvelables, c'est vrai pour tout notre mix énergétique. Certaines installations peuvent durer quatre-vingts ans, d'autres ont malheureusement des dates plus échelonnées.

Aujourd'hui, notre politique énergétique agit sur ces quatre volets de manière déterminée, organisée.

Au-delà de cette stratégie, avec la crise que nous traversons, nous pouvons nous interroger : la guerre d'Ukraine affecte-t-elle notre politique énergétique ?

Cette guerre est en fait un levier d'accélération pour ceux qui, malgré les rapports très alarmants du GIEC, sont réticents à aborder le sujet du dérèglement climatique.

Selon le GIEC, nous avons trois à cinq ans pour renverser la vapeur en termes de croissance d'émission de gaz à effet de serre. Trois à cinq ans, c'est très court, c'est moins qu'un mandat présidentiel en France et dans beaucoup de pays.

Si nous n'y parvenons pas, collectivement, les différents scénarios décrivent les conséquences désastreuses en termes de montée des eaux, de perte de biodiversité, d'événements climatiques extrêmes... Il ne s'agit pas simplement de périodes de chaleur mais d'inondations, de tempêtes, de cyclones, de phénomènes majeurs, pour ne pas dire apocalyptiques, y compris dans les pays tempérés.

Si nous parvenions à remettre la situation sous contrôle, les scénarios prévoient une situation décalée par rapport à il y a un siècle mais nous arriverions à peu près à équilibrer les choses du point de vue de la biodiversité et de l'occupation de l'espace terrestre.

C'est cela qui est en jeu, notre survie. Paradoxalement, la guerre d'Ukraine a l'avantage de fournir un aiguillon supplémentaire : la forte augmentation du prix de l'énergie oblige à accélérer les choses dans les domaines de la décarbonation, des investissements dans des capacités alternatives de production et des économies d'énergie.

Mais cette crise présente aussi des risques.

Le risque, aux niveaux nationaux, de choisir des chemins plus rapides qui passent par les énergies carbonées. Il y a des tentations. On l'observe chez les ménages qui, devant le risque de coupures d'électricité, réinvestissent dans des appareils au fuel ou au gaz. On l'observe dans les entreprises, avec un *boom* sur

les groupes électrogènes qui, fonctionnant au diesel. Nous-mêmes, en tant que gouvernement, pour sécuriser l'approvisionnement électrique en France, nous avons décidé de repousser d'une année l'arrêt d'une de nos centrales à charbon. Décision que nous avons assumée.

Le premier risque est donc la tentation de ne pas choisir la voie de l'accélération de la décarbonation mais d'emprunter des voies de traverse sur des énergies carbonées.

Le deuxième risque se situe au niveau européen : il faut que nous tenions collectivement et que nous prenions collectivement des décisions opérationnelles, rapides, de protection de notre système économique et de nos populations. Pendant la crise covid, j'ai géré l'achat et la mise en place de chaînes de valeur autour des vaccins. Là aussi, tandis que certains travaillaient dans le sens de « l'union fait la force », on observait des tentations plus nationalistes, parfois renforcées par des résultats d'élections installant des partis moins sensibles à la force que représente l'Europe pour chacun d'entre nous. Ma conviction est que l'appartenance à l'Union européenne est une chance extraordinaire pour tenir tête aujourd'hui à la Russie tout en cherchant un chemin de paix. Il ne s'agit pas de souffler sur les braises mais de chercher un chemin de paix qui ne soit pas munichois. Il s'agit de respecter ces valeurs que nous avons portées au niveau de l'Union européenne parce qu'un faux-pas serait probablement le début du détricotage de la force de ce qui a fait l'Europe. Il faut tenir sur cette ligne qui n'est ni une ligne de provocation ni une ligne de défaite des valeurs et de défaite de la pensée.

En matière énergétique, c'est une course contre la montre qui est engagée.

Le plan sobriété livrera ses premiers résultats le 6 octobre. Beaucoup d'entreprises, beaucoup de collectivités locales jouent le jeu. Des fédérations sportives, des acteurs culturels rentrent également dans cette dynamique. L'État se doit évidemment d'être exemplaire. J'assume que ce plan sobriété soit volontaire, qu'il parte du terrain, qu'il ne s'agisse pas d'un travail réglementaire ni législatif. En effet, la façon de changer ses comportements, d'évoluer dans notre façon d'utiliser l'énergie doit partir des usages et des gens. En revanche, concernant les grandes institutions à l'origine des déplacements sur le territoire (domicile-travail, logistique, déplacements professionnels, occupation des espaces, bâtiments du tertiaire...), nous avons, en tant qu'opérateur, en tant qu'employeur, une responsabilité majeure concernant l'utilisation de l'énergie.

Sur l'efficacité énergétique, nous faisons aussi feu de tout bois, notamment sur l'efficacité énergétique des bâtiments (un combat qui va monter progressivement), pas seulement des logements mais de tous les bâtiments, avec des montants d'investissements extraordinairement élevés. En trois ans, les budgets sur l'efficacité énergétique des bâtiments ont augmenté de 40 %. Pourtant on a toujours l'impression que ce n'est pas suffisant. À cette trajectoire, nous devons donc parvenir à arrimer du financement privé conditionné à un certain niveau de performance énergétique

Sur les énergies renouvelables nous mettons également tout en œuvre en respectant un principe, celui de la neutralité technologique. Je dois faire en sorte que toutes les innovations puissent monter et non les brider en étant trop directifs sur la manière d'atteindre cette neutralité carbone. Cela suppose d'accélérer sur l'ensemble des énergies : la géothermie, le photovoltaïque thermique le photovoltaïque électrique, les éoliennes terrestres ou marines, le biogaz et ses différents avatars, l'hydrogène, la biomasse... C'est ce continuum de technologies qui nous permettra de réussir la décarbonation globale de notre économie.

Un travail de programmation et de planification va démarrer dans les prochaines semaines pour nous donner les trajectoires à cinq ans avec l'idée d'avoir jusqu'en 2050 de véritables trajectoires, des trajectoires où l'on évite les grands angles morts (quand on consomme beaucoup d'énergie sans avoir les capacités énergétiques de production). Cette planification doit savoir respirer dans le temps et tenir compte des ajustements que nous connaissons à la fois en termes d'innovations et de conditions géopolitiques.

Il faut encore construire les filières industrielles. Construire une indépendance énergétique où on ne maîtriserait ni les technologies ni les composants ni même les matières premières serait problématique. Nous ne pouvons pas nous permettre de passer d'une dépendance aux énergies fossiles à une dépendance aux « terres rares ». Terres pas si rares mais qui nécessitent un travail de sécurisation des gisements et de raffinage pour arriver à des gradients utilisés dans les batteries électriques, dans les éoliennes. Or, depuis vingt ans, le principal acteur dans ce secteur est la Chine. À nous, aujourd'hui, de nous retrousser les manches ! Pour construire ces filières industrielles nous devons en avoir une vision complète, de la matière première jusqu'au composant final. Sur certaines filières, je pense à l'éolien marin, nous maîtrisons une grosse partie des composants. Il ne faut pas non plus rougir de nos technologies et de notre industrie.

Sur ces sujets, je tâche de réfléchir en Européenne. C'est en Européens que nous gagnerons la bataille car il y a une question de taille critique des marchés, ainsi qu'une question de savoir-faire.

Notre vision du marché européen doit aussi préserver à tout moment le « *level playing field* » (la concurrence loyale). Nous avons pris des mesures de protection de nos marchés parce qu'il y avait du *dumping* sur les panneaux photovoltaïques chinois. Le jour où ces mesures ont été un peu relâchées, la Chine a pris 80 % de parts de marché en dix-huit mois. Il faut aborder ces sujets sans naïveté. C'est très exactement ce sur quoi j'ai travaillé, notamment avec le commissaire Thierry Breton, quand j'étais en charge de l'industrie.

Ce sujet, essentiel, comporte deux volets : ce que nous sommes capables de construire en termes de technologies et de composants industriels dans une vision européenne ; et ce que nous sommes capables de construire en termes de règles du jeu qui ne relèvent pas du protectionnisme idiot mais de la concurrence loyale. Si une batterie chinoise produit de l'électricité carbonée parce que le mix énergétique chinois comporte beaucoup de charbon, il faut en tenir compte et cela a une valeur. La tonne carbone a une valeur tutélaire qui doit pouvoir être prise en considération. En effet, selon le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières – que l'on connaît plus sous le nom de « taxe carbone » – quand une marchandise (acier, aluminium, ciment...) rentre sur le marché européen et que son contenu carbone est singulièrement décalé du marché européen, une contribution carbone doit être payée.

Il n'y a pas de raison pour que nous imposions une trajectoire très forte à nos industriels européens qui produisent avec ces contraintes supplémentaires et que ces contraintes ne pèsent pas aussi pour les marchandises qui rentrent sur le marché européen.

J'espère avoir répondu à votre question.

Merci beaucoup, Madame la ministre, du caractère très clair, très investi, très précis de vos propos.

Vous avez dit que nous devons chercher un « chemin de paix ». Cette prescription est extrêmement importante. Vous avez parlé aussi de ne pas « souffler sur les braises », autre manière de traduire la même idée. Sans naïveté, avez-vous ajouté.

La crise en Ukraine n'exacerbe-t-elle pas certaines contradictions européennes, que ce soit la gestion des marchés de l'électricité, que ce soit, dans quelques mois, la fin du tarif du gaz réglementé, que ce soit encore la question des investissements nucléaires sur laquelle la France a dû se battre durement dans le cadre de la taxonomie (laquelle fait un petit saut en arrière en rapport avec la crise ukrainienne mais qui était quand même très présente dans les négociations impliquant notre pays) ? Cette crise ne crée-t-elle pas des difficultés à la France, à raison notamment de son nouveau volontarisme nucléaire ? N'exacerbe-t-elle pas quelques contradictions ?

Je vois que nous venons de conclure avec l'Allemagne une sorte de *deal* d'approvisionnement commun, gaz contre électricité. Est-ce que tout cela résout vraiment des problèmes ?

Sommes-nous allés plus vite à la faveur de la crise ou la crise ne révèle-t-elle pas au contraire un certain nombre de contradictions qui restent à régler ?

Pour ma part je pense que, de ce point de vue-là, la crise nous aide beaucoup. D'abord, elle met en évidence que le nucléaire ce n'est pas si mal. Je trouve intéressant d'entendre mes collègues réclamer à cors et à cris plus de nucléaire français – comme si le fait que nous soyons durablement et fortement exportateurs était une donnée de base du fonctionnement du marché énergétique – quand je me souviens des batailles homériques pour faire

reconnaître que le nucléaire n'est pas seulement une énergie de transition mais une énergie décarbonée qui participera de notre projet zéro carbone en 2050 !

Je pense aussi au fait que l'on a pu s'émouvoir – moi la première ! – que le prix de l'électricité en France, même adapté au consommateur entreprise, ne reflétait pas totalement notre mix électrique et que nous payions une taxe carbone alors que notre énergie était à plus de 90 % décarbonée ! En effet, nous payons deux fois le prix : les Français ont payé les centrales nucléaires et ils ont payé la décarbonation de leur électricité d'une manière ou d'une autre grâce à des investissements très lourds assez largement soutenus par la puissance publique. Il n'est donc pas illégitime que le prix que payent les ménages, les entreprises, les collectivités locales aient une relation de cause à effet un peu plus proche de la réalité de ce que nous consommons et du nombre de tonnes-carbone qu'émet notre système électrique. Ces discussions qui étaient très difficiles il y a un an sont aujourd'hui beaucoup plus... non pas faciles mais concrètes. La crise et, d'une certaine manière, les prix extrêmes atteints par l'électricité et le gaz, la connexion entre prix du gaz et prix de l'électricité, montrent que nos intuitions n'étaient pas infondées. Elles se réalisent concrètement dans le scénario du pire que tout le monde vit (Allemagne, Pologne, Pays-Bas, pays scandinaves...).

Je rappelle que l'Allemagne a indiqué, au regard du contenu de l'accord de coalition – et après une vingtaine d'années de positions assez fermes sur le sujet – qu'elle était prête à mettre deux centrales nucléaires en réserve pour soutenir le système électrique européen. Ces prises de position n'ont pas été simples pour les décideurs. Mais il est techniquement difficile de revenir, dix ans après, sur la décision d'arrêter une centrale électrique. Nous en avons fait l'expérience à Fessenheim.

Il en est de même, de manière plus générale, sur la question du *design* de marché. Du fait de l'ouverture à la concurrence, certains correctifs de contrats se traduisent par des augmentations insupportables, qui ne peuvent être compensées, pour certains consommateurs qui étaient en-dessous du tarif régulé et avaient vécu de belles années à payer beaucoup moins cher l'électricité que d'autres. Mais il est vrai que les fournisseurs d'électricité n'ont pas toujours investi dans des capacités anticipant l'ouverture du marché.

Nous devons donc balayer devant notre porte et tirer les conclusions de vingt ans de politique énergétique afin de rectifier certains choix pour repenser une organisation de marché européen fondée sur l'incitation à construire des capacités

de production pour des opérateurs qui ne doivent plus être seulement des commerçants d'énergie.

C'est cela qui s'écrit aujourd'hui.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Vous avez distillé un message optimiste, le premier message optimiste que nous entendons ce soir.

Je me tourne vers Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur de France à Moscou (2009-2013), directeur de recherche à l'Iris, auteur, notamment, de *Petite histoire des relations franco-russes* (L'Inventaire, 2021) et de *La Russie, un nouvel échiquier* (Eyrolles, 2022). Il va nous dire comment il voit les effets de la crise ukrainienne à la lumière de son expérience d'ambassadeur. Il n'était pas en poste au moment des accords de Minsk mais naturellement il a suivi de près cette actualité.

JEAN DE GLINIASTY

Le rôle de la diplomatie européenne dans la crise ukrainienne

Mesdames,
Messieurs,
Monsieur le président fondateur,

Je mettrai en exergue un propos qui m'exonérera de nombreuses notations. Peu avant la guerre de juin 1967, Abba Eban, ministre des Affaires étrangères de Golda Meir, était venu demander au général de Gaulle, à titre préventif, l'appui de la France en cas d'attaque contre Israël. « Nous savons très bien que le blocus du Golfe d'Aqaba est un acte de guerre. Nous savons très bien que les radios arabes appellent à repousser les Juifs à la mer.... Mais il reste que celui qui attaque porte une responsabilité historique sur de nombreuses années, des dizaines d'années et

au-delà. », lui avait répondu en substance le général de Gaulle (le compte-rendu varie selon les mémorialistes).

Cela s'est vérifié.

La Russie a attaqué et elle porte une responsabilité très lourde.

Ceci dit j'examinerai les raisons et les conséquences de ce qui s'est passé.

Je suis obligé de constater que l'Union européenne, la France, l'Allemagne, ont connu dans la montée des événements en Ukraine une sorte d'érosion de leur influence diplomatique, une perte de contrôle progressive qui a conduit en partie à la situation actuelle... que le Président de la République essaye de corriger. Mais c'est assez difficile.

En 2011, j'étais alors ambassadeur, j'avais des discussions avec des ministres russes. La neutralité de la constitution ukrainienne, un statut régional pour la langue russe et la prolongation du bail de la Russie sur le port de Sébastopol jusqu'en 2042 leur inspiraient une certaine sérénité sur le sujet de l'Ukraine. De fait, la période 2010-2013 a vu un développement des échanges russo-ukrainiens et une stabilisation, on peut même dire une amélioration des relations entre les deux pays.

À partir de là le rôle et la puissance de l'Union européenne dans la crise ukrainienne ont amorcé une sorte de descente aux enfers.

On a cité les conclusions du sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008. Il ne faut pas oublier que la diplomatie française, le Président de la République de l'époque et ses conseillers diplomatiques, y avaient ferrailé toute la nuit contre les Américains et aux côtés des Allemands, en la personne de Mme Merkel, pour essayer d'éviter le « *membership accession process* » (processus accéléré d'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN). Ils avaient obtenu satisfaction sur ce point mais au prix d'une concession qui allait être lourde de conséquences. En effet, ils avaient accepté que figure dans le communiqué final une phrase indiquant : l'Ukraine et la Géorgie « *entrent* » dans l'OTAN, ouvrant ainsi la période la plus dangereuse qui puisse être sur le plan diplomatique puisque la décision de principe était prise mais l'entrée n'était pas « consommée ». S'il y avait

un moment où on pouvait attaquer c'était bien celui-là puisque l'article 5 et les garanties automatiques de l'OTAN ne jouaient pas !

C'est bien à partir de ce sommet de Bucarest que nous sommes entrés dans une période dangereuse.

L'Union européenne, en fait la France et l'Allemagne, les deux États qui s'étaient montrés actifs, ont vite compris que ça risquait de tourner mal.

En novembre 2013, dans l'esprit des Polonais, des Chinois, etc., le sommet de Vilnius, dit du Partenariat oriental, entre l'Union européenne et six ex-républiques soviétiques, était quand même nettement dirigé contre la Russie et destiné à arracher l'Ukraine à son influence. Mais on a laissé filer et, à l'époque, la diplomatie française ne s'est pas montrée particulièrement active. Je me souviens de Sergueï Lavrov, l'actuel ministre russe des Affaires étrangères, avertissant l'Union européenne : « Attention, l'Ukraine doit être une sorte de pont entre les deux pays, les clauses de votre accord d'association sont exclusives de toute clause d'appartenance à notre Union eurasiatique ! » On a su plus tard que c'était possible puisque l'Arménie a finalement obtenu un accord spécial d'association avec l'Union européenne qui lui permet de participer aussi à l'Union eurasiatique. Mais on n'a pas creusé ce point et malheureusement, à ce moment-là, ni la diplomatie française ni la diplomatie allemande n'ont été très actives.

À partir de Maidan, les diplomaties française, allemande et polonaise se sont réveillées.

En février 2014, à Kiev, Sikorski, le ministre polonais des Affaires étrangères, Steinmeier, son homologue allemand et Laurent Fabius, réunirent l'opposition : Klitschko, le maire actuel de Kiev, Iatseniouk du parti Front pour le Changement et Tiagnybok, du parti *Svoboda*, un mouvement assez dur, avec les représentants du Président Ianoukovytch, qui avait donné satisfaction à la Russie en signant les accords de Kharkov⁵. On arriva dans la nuit à un accord qui, apparemment, satisfaisait tout le monde. Il décidait la tenue d'élections anticipées, auxquelles il était entendu que Ianoukovytch ne se présenterait pas et la rédaction d'une

⁵ Accords signés le 21 avril 2010 entre l'Ukraine et la Russie, prolongeant de 25 ans, jusqu'en 2042 au lieu de 2017, plus un prolongement de 5 ans possible, l'utilisation de la base navale de Sébastopol contre des rabais importants sur le gaz russe.

constitution un peu moins présidentielle et un peu plus démocratique (qui revenait en fait à la constitution antérieure qui datait de 1993). Tout le monde était content. Malheureusement, M. Fabius prit l'avion à 1 heure du matin pour aller rejoindre le dîner officiel offert à Pékin par le président chinois au président Hollande. Sikorski s'envola pour la Pologne. Et Steinmeier quitta Kiev.

Nous laissons aux malheureux opposants le soin de présenter sur la place de Maidan l'accord que l'Europe avait signé.

Il faut dire que des événements avaient échauffé la foule et que les *berkouts*⁶ voulaient tuer des manifestants. L'accord fut déchiré aux cris de « Ianoukovytch dehors ! ». On donna un ultimatum à la Rada (parlement monocaméral) ... et l'Union européenne salua la révolution en cours, qualifiée immédiatement à Moscou de coup d'État.

De fait, ayant négocié un accord contesté le soir-même, l'Union européenne avait perdu toute confiance en sa capacité de négocier.

Deuxième épisode. Devant l'aggravation de la crise le président Hollande profita du 70e anniversaire du débarquement de Normandie pour réunir Obama, Poutine et Porochenko, le nouveau Président ukrainien, pour tenter de parvenir à un accord. Mais Obama refusa de rencontrer Poutine (ce qui a d'ailleurs conduit l'Élysée à organiser successivement le 5 juin un dîner pour Obama et un souper pour Poutine).

F. Hollande, A. Merkel, P. Porochenko et V. Poutine ont ensuite formé un groupe destiné à négocier la paix et à donner, en quelque sorte, une onction européenne au processus de paix. S'en sont suivis les accords de Minsk 1 signés deux mois plus tard, le 5 septembre 2014.

Mais le cessez-le-feu, qui était la base de ces accords, n'a pas été respecté.

À nouveau, la diplomatie européenne a pris les choses en main. Les Français et les Allemands ont suscité un sommet réunissant les Russes et le président ukrainien (lequel était en train de subir une défaite militaire qui aura beaucoup de conséquences sur la suite). Français, Allemands, Russes et Ukrainiens se réunirent donc à Minsk le 11 février 2015. Après de difficiles négociations, les accords de Minsk 2 furent signés. Ils reprenaient d'ailleurs pratiquement les

⁶ Anciennes unités spéciales servant de police antiémeute au sein de la *militsia* ukrainienne, dépendant du ministère de l'Intérieur. (NDLR)

accords de Minsk 1 : un cessez-le-feu et le retrait des armes lourdes. Mais surtout il était décidé une sorte de fédéralisation (qui ne disait pas son nom) de l'Ukraine sous la forme d'une autonomie accordée aux provinces sécessionnistes du Donbass et du Donetsk en échange du maintien de la souveraineté ukrainienne sur l'ensemble.

Pour les Russes cette autonomie était en quelque sorte la garantie d'avoir voix au chapitre à la Rada et dans les institutions ukrainiennes afin d'éviter une dérive vers l'OTAN.

Les Anglais et les Américains ont eu énormément de mal à accepter ces accords de Minsk 2. Lors des débats au Conseil de sécurité pour le vote de la résolution 2202 (17 février 2015), nos amis, qui n'avaient pas participé à la négociation, se sont fait un peu tirer l'oreille. On a eu du mal à les convaincre. La résolution est passée mais il y avait une condition implicite (dont je n'ai pas la preuve absolue). Peu de temps après, le Conseil européen a voté le principe de « *all for all* » c'est-à-dire toute l'application des accords de Minsk en échange de la suppression de toutes les sanctions. Et ce système, qui interdit toute progressivité, s'est révélé être un piège pour la diplomatie européenne. De plus on donne en fait à l'Ukraine, le doigt sur la gâchette des sanctions en les intéressant peu à l'application des accords de Minsk.

Or, très rapidement les Ukrainiens ont refusé la « fédéralisation ». Selon les accords de Minsk ils devaient voter un statut spécial appliquant cette relative autonomie aux provinces sécessionnistes. En fait, ils n'ont pas voté ce statut spécial ... ou ils l'ont voté avec des élastiques. Dès le départ les accords de Minsk étaient entachés d'une réticence fondamentale chez les Ukrainiens qui ne souhaitaient pas apporter les modifications constitutionnelles nécessaires à leur application.

Tout le monde savait que les accords de Minsk, en tout cas dans leur principe, étaient bloqués plutôt par l'Ukraine. Certes les Russes ont provoqué des problèmes en permanence, sur le sujet des armes lourdes, sur la présence des casques blancs de l'OSCE etc... s'abstenant de faire pression sur Donetsk et Lougansk pour que les casques blancs aient une liberté totale de circuler dans les zones rebelles. Mais, fondamentalement, ceux qui ne voulaient pas des accords de Minsk, c'étaient les Ukrainiens. Il m'est arrivé de le dire sur un plateau de télévision sans être contredit par mes interlocuteurs.

Là encore la diplomatie européenne a failli. En effet, l'Allemagne et la France avaient négocié cet accord et nous n'avons pas été capables d'en obtenir l'application.

L'évolution de l'Ukraine s'est accélérée. Mais nous continuions à penser que les conclusions du sommet de Bucarest n'auraient pas de conséquences. Certes, on avait dit que l'Ukraine et la Géorgie entreraient dans l'OTAN mais dans un avenir indéterminé. Entre temps l'Ukraine avait établi un partenariat privilégié avec l'OTAN. Si l'Ukraine n'était pas entrée dans l'OTAN, l'OTAN était déjà dans l'Ukraine !

Un élément passé inaperçu a eu en effet beaucoup d'importance dans la psychologie russe, c'est l'accord signé en 2020 faisant bénéficier l'Ukraine d'un statut très spécifique : un partenariat appelé « *enhanced opportunity* » (possibilité élargie) qui revient en fait à entrer dans l'OTAN sans toutefois pouvoir prétendre à l'application de l'article 5. Cet accord inclut la coopération, la formation, le conseil, la livraison éventuelle d'armes... L'efficacité de cette formation Otanienne se mesure aujourd'hui aux performances des troupes ukrainiennes !

Les diplomaties européennes ont laissé faire. De ce fait, l'Ukraine est devenue un partenaire privilégié de l'OTAN !

Tout cela n'ôte rien aux responsabilités des uns et des autres et particulièrement de la Russie qui a envahi le territoire ukrainien. Il n'en reste pas moins que les performances de la diplomatie européenne suscitent l'inquiétude.

On a souligné à l'envi que l'OTAN est renforcée et que la Russie obtient le résultat inverse de ce qu'elle souhaitait. Tout cela est parfaitement exact. Il n'en reste pas moins qu'actuellement, le bloc occidental, « l'Occident collectif » dont parlent les Russes (dont la France et l'Allemagne font clairement partie), fait face à un monde multipolaire. Il n'y a pas d'autre bloc. La Chine, en effet, ne souhaite pas coaliser un bloc. À Samarcande, au sommet de l'organisation de la coopération de Shangai, en découvrant Poutine échangeant de façon informelle dans une vaste salle avec les autres participants, turcs, saoudiens, indiens... nous avons vu fonctionner ce monde multipolaire.

Face au bloc occidental apparaît un monde multipolaire qui a ses intérêts. Comme elle l'a rappelé, la Chine appuie par principe la souveraineté territoriale de l'Ukraine. De même pour l'Inde. Mais ces deux États ont demandé à Poutine de faire la paix, ils ont même demandé un cessez-le-feu (ce qui est plus ambigu

car ce cessez-le-feu permettrait à la Russie d'empocher 20 % du territoire ukrainien !). Chacun a sa position et, en tout cas, aucune de ces puissances n'applique les sanctions qui, considèrent-elles, leur feraient du mal.

Un bloc face à un monde multipolaire : ce n'est pas forcément le résultat que l'Union européenne pouvait souhaiter.

Lorsque notre président a essayé de faire de la diplomatie – « Il ne faut pas humilier la Russie » ... « Il faut maintenir le fil » – il a suscité un rejet violent de la part des pays européens. Pour avoir assisté à des conférences, j'ai mesuré l'hostilité que suscite la volonté – un peu désespérée, il faut le dire – de la France de maintenir le fil des négociations !

On voit là que l'Europe a perdu de sa consistance potentielle sur le plan diplomatique, C'est une difficulté majeure.

La suite va être difficile parce que le pôle de décision de l'Europe s'est déplacé vers les Pays baltes et la Pologne, des États qui souhaitent remettre leur destin dans les mains des États-Unis.

À un moment où l'Allemagne est en proie à des interrogations à tous égards et où la France ne peut pas s'appuyer sur l'Allemagne, le moins qu'on puisse dire est que la diplomatie française et européenne (la France a été le cœur, l'esprit de la diplomatie européenne) est en mauvaise posture.

Je suis désolé d'être aussi pessimiste.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je vais maintenant céder la parole à Thierry de Montbrial.

Président fondateur de l'Institut français de relations internationales (IFRI), créateur de la *World Policy Conference*, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, auteur de l'introduction au *Ramses* de cette année⁷ dans laquelle il tient des propos d'une précision au couteau sur ce qui nous attend tout en sachant en garder le côté hypothétique. Je ne saurais trop recommander ce numéro du Ramses qui a l'immense mérite de scruter chaque partie du monde.

⁷ RAMSES 2022. L'Europe dans la guerre, Paris, Dunod/Ifri, septembre 2022.

J'ai noté avec amusement le concept de « multialignement indien » (partie à l'OCS, l'Inde est en même temps en bon termes avec un certain nombre de pays occidentaux), où l'on analyse également l'attitude du Japon, plus classique, plus facile à décrypter.

Mais surtout, il y a cette magnifique introduction dont j'espère que vous allez maintenant nous décliner l'essentiel en disant si une troisième guerre mondiale nous menace.

THIERRY DE MONTBRIAL

Que révèle cette crise de l'avenir de l'Europe et du désordre mondial ?

Merci.

Après les excellentes présentations qui ont précédé, en particulier, sur le plan proprement russe, celles de Jean-Robert Raviot et de Jean de Gliniasty – avec lesquels je me sens en accord – je rappellerai en préliminaire deux ou trois points d'ordre historique récent qui complètent ce qui a été dit.

Il se trouve que je connais un peu Poutine, d'abord pour l'avoir reçu en France et avoir organisé un événement autour de lui en l'an 2000, la première année de sa présidence. Cet événement aurait dû se tenir en 1999, quand il était premier ministre, mais M. Jospin, alors son homologue français, ayant refusé de le recevoir, Poutine avait annulé sa visite. Du point de vue diplomatique c'est le genre de choses qu'il ne faut pas faire !

J'ai été l'un des premiers participants du groupe Valdai⁸, club d'experts internationaux – bien connu des experts de la Russie – que Poutine invitait tous

⁸ Le club Valdai réunit chaque année en Russie une centaine d'experts internationaux pour évoquer l'avenir du pays et échanger idées et informations. L'occasion est fournie aux journalistes présents de rencontrer le gratin de l'intelligentsia russe mais aussi des spécialistes internationaux de la société russe venus des Etats-Unis, de Chine, d'Inde, d'Europe de l'Ouest et du monde arabe.

Chaque année, la rencontre a lieu dans une région différente. Le "Club Valdai" fut créé au terme d'un séminaire d'études organisé par les Russes, en 2004, près du pittoresque lac

les ans. Au début, nous étions une vingtaine. Un repas, grand moment de discussions avec lui, était organisé à cette occasion. Il n'a jamais été un homme particulièrement sympathique mais nous avons ces premières années de vrais échanges.

Je situe le vrai tournant en 2004, date de la « Révolution orange ». Jusque-là Vladimir Poutine ne s'opposait pas à l'idée de l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne. Il pensait même que cela pourrait être un « pont » supplémentaire. Tout au plus affichait-il une certaine ironie à l'égard de l'Union européenne.

Je me souviens de Munich en février 2007 lorsque Poutine a prononcé son fameux discours. Les propos, certes très fermes n'étaient pas violents.

Sur le sommet de Bucarest j'ajouterai une petite précision que je tiens d'un acteur français qui s'y trouvait. La nuit où les choses se sont décidées le président français et la chancelière ont été convoqués au petit matin, sommés par les autres d'accepter immédiatement, *santo subito*, l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN. Ils ont réussi à l'empêcher mais ont cédé sur la malencontreuse déclaration de reconnaissance du « droit » de l'Ukraine et de la Géorgie à rentrer dans l'Alliance atlantique.

Nous sommes ici un peu minoritaires par rapport à toutes les analyses qui se font aujourd'hui sur le sujet. Jean de Gliniasty, en particulier, a été vraiment précis à propos de l'accord de Minsk. En dépit du révisionnisme ambiant on ne peut pas changer, effacer l'histoire.

Si, comme l'a rappelé Marie-Françoise Bechtel, je suis extrêmement prudent sur l'emploi du mot « géopolitique », c'est pour une raison très simple. Dans les années 1970, quand je dirigeais le centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, le mot « géopolitique » était banni parce qu'il désignait la géopolitique allemande. C'est à partir de 1980 qu'il s'est banalisé : parler de géopolitique équivaut désormais à parler de relations internationales. Or la distinction est importante. La géopolitique c'est d'abord l'idéologie relative aux territoires (idéologie au sens de Destutt de Tracy, c'est-à-dire la « science » des idées). C'est la représentation que les hommes et les femmes se font de leurs rapports aux territoires. On voit à propos de l'Ukraine à quel point cet aspect « imaginaire »,

de Valdaï. Le succès de l'opération incita à rendre annuelle la rencontre qui se clôturait par une rencontre très demandée avec Vladimir Poutine. (NDLR)

évidemment lié à l'histoire et à la géographie, est important. C'est cela la géopolitique, ce n'est pas la politique internationale parce qu'une même situation géopolitique peut conduire à des trajectoires historiques tout à fait différentes. C'est là qu'intervient la politique internationale, en particulier la diplomatie et la guerre. Rappelons au passage ce que Raymond Aron appelait la « formule » de Clausewitz : « La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ». Si je suis attaché à cette distinction c'est parce que l'emploi systématique du mot « géopolitique » donne l'illusion d'un déterminisme historique alors qu'il y a toujours plusieurs évolutions possibles.

Pour illustrer la notion de géopolitique au sens propre, un exemple classique est justement l'Ukraine. En 1997, Zbigniew Brzezinski, Américain d'origine polonaise, que j'ai fort bien connu pendant des années, avait publié un livre intitulé *The Grand Chessboard*⁹ (Le grand échiquier). Qui contrôlerait l'Ukraine contrôlerait tout le continent euro-asiatique, y développait-il, une théorie géopolitique alors très répandue. Il en concluait que les États-Unis, dont la mission est de répandre la démocratie dans le monde, se devaient de contrôler l'Ukraine. La Révolution orange, en 2004, a d'ailleurs été perçue, non sans quelques raisons, comme le résultat d'un investissement politique des États-Unis dans ce pays. Le même Brzezinski, peu avant sa mort, a changé de position parce qu'il s'est rendu compte que cela pouvait conduire à une guerre qui dépasserait de loin la région concernée, débouchant sur une troisième guerre mondiale. C'est pourquoi, à la fin de sa vie, il a appelé à la prudence en déclarant que la solution était la neutralité de l'Ukraine. Une position peu différente de celle de Kissinger.

Marie-Françoise Bechtel m'a encouragé à « viser large ».

Je distinguerai clairement deux grandes catégories de politique étrangère dans l'histoire des États-Unis mais en fait aussi dans celles d'autres puissances.

L'une met en avant les « valeurs » : la propagation de la foi, l'universalisme chrétien, l'universalisme démocratique... Politique incarnée aux États-Unis par Brzezinski, Carter, qui a succédé à Ford, Obama ou Biden aujourd'hui.

L'autre, incarnée par Kissinger, est la recherche d'un équilibre des intérêts fondamentaux, ce qui implique que les puissances doivent au moins admettre que les autres, les adversaires potentiels, les concurrents, ont des intérêts qu'on doit

⁹ Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostategic Imperatives*, New York, Basic Books, 1997 (NDLR)

reconnaître, même si on ne les aime pas, et qu'il faut construire autour de cela des règles du jeu qui seront partagées et que chacun des partenaires s'engagera à respecter. Ce n'est pas exactement l'équilibre des puissances (*balance of power*) au sens classique du terme.

Kissinger a été critiqué pour ne pas avoir accordé suffisamment de poids aux valeurs. Mais une politique étrangère trop axée sur les valeurs fait courir le risque d'un dérapage dans des directions totalement incontrôlables.

En réalité, dans l'histoire des États-Unis, aucun de ces deux modèles n'a jamais été totalement « pur ». Du point de vue de la puissance propre, militaire en particulier, les États-Unis sont de loin la première puissance du monde. Ils peuvent donc se permettre de mettre en avant les valeurs, sachant que la puissance réelle et les intérêts tout à fait concrets ne sont jamais très loin.

Dire cela n'est pas une critique mais une analyse factuelle.

Le plus grand problème de l'Europe est son « impuissance » au sens propre du terme (est impuissant qui n'est pas puissant). Jean de Gliniasty l'a très bien dit. Nous-mêmes, Français, semblons résignés à une politique mettant uniquement les « valeurs » en avant. Les Allemands encore plus, pour des raisons qui renvoient à leur propre passé avec l'Ukraine. Notons à cet égard que l'emploi par Poutine du mot « nazi » n'est pas forcément un dérapage verbal. Ce pourrait être très calculé, réfléchi.

Dans cette situation nous nous sommes alignés derrière les États-Unis qui, eux, ont une vraie stratégie. Mais nos seules armes sont d'une part, des sanctions qui, quoi qu'on en dise, nous font suffisamment mal pour qu'on puisse légitimement se poser la question de savoir combien de temps les populations les accepteront. D'autre part : promettre à tout le monde l'élargissement de l'Union européenne !

Sur la guerre d'Ukraine, dont les conséquences sont mondiales, tout a été dit ou presque. Les distinctions entre les causes les plus vraies, les causes fondamentales et les causes immédiates, pour parler comme Thucydide, ont été très bien posées par les précédents intervenants.

Je voudrais mettre l'accent sur deux points :

Le premier renvoie au titre de ce colloque : « La guerre d'Ukraine et l'ordre du monde ».

Ma première remarque est qu'il n'y a pas d'ordre du monde. Après la chute de l'Union soviétique l'ordre mondial, qui était un ordre relatif, a été complètement détruit.

Il n'y a pas eu de guerre gagnée contre l'Union soviétique. L'Union soviétique s'est écroulée pratiquement toute seule. Il est d'ailleurs stupéfiant que la diplomatie soviétique se soit à ce point résignée à tout laisser passer. Si, par exemple, Gorbatchev avait demandé, pour la réunification de l'Allemagne, la neutralité de la partie correspondant à l'ex-Allemagne de l'Est, les Occidentaux l'auraient très vraisemblablement acceptée.

C'est une question d'ordre historique extrêmement intéressante.

Il se trouve que j'ai énormément voyagé dans toute la Russie pendant la décennie 1990. J'y ai vu la peur des Russes que l'empire interne se défasse jusqu'à ce que la Russie se réduise à ce que j'appelle pour simplifier « le grand-duché de Moscou » car, comme Jean-Robert Raviot l'a rappelé, toute l'histoire de la construction territoriale russe est une histoire d'empire. Cela aurait pu se produire, c'est pourquoi nombre de Russes aspiraient à l'homme fort. Vous vous souvenez certainement du général Lebed, commandant de la 14^{ème} armée soviétique en Transnistrie, qui s'était un temps pris pour de Gaulle.

Un ordre s'est effondré qui n'a pas été remplacé.

Dès qu'ils ont repris un peu de poil de la bête, les Russes ont émis le souhait que les Occidentaux acceptent de négocier un nouvel ordre de sécurité, en tout cas une révision de la Charte d'Helsinki¹⁰ qui datait de 1975.

Or cela a toujours été refusé.

Lors de la première édition de la *World Policy Conference* – que j'ai fondée en 2008 –, organisée à Évian, nous avons fait venir Sarkozy, alors Président de la République, et Medvedev, le « président de transition ». La conférence leur a donné une possibilité de se rencontrer en terrain neutre. Ils avaient en effet poursuivi avec un certain succès leurs discussions sur la Géorgie. Medvedev avait

¹⁰ Signés le 1er août 1975 à l'issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe lancée en 1973, les accords d'Helsinki consacrent l'inviolabilité des frontières européennes, rejettent tout recours à la force et toute ingérence dans les affaires intérieures. Ils engagent dès cette époque les 35 États signataires, dont les États-Unis, le Canada, l'URSS et l'ensemble des pays européens, à l'exception de l'Albanie, à respecter les droits de l'Homme. (NDLR)

fait un discours d'une extrême courtoisie, connu des diplomates, où il expliquait pourquoi il était nécessaire de mettre à jour la charte d'Helsinki, pour tenir compte des nouvelles réalités.

Tout ceci a été systématiquement refusé. Ce refus intervenait en même temps que le démembrement total du dispositif *arms control* et de tous les résultats de cette grande expérience diplomatique qu'avaient été les négociations de maîtrise des armements pendant la dernière partie de la guerre froide.

C'est vraiment nous, Occidentaux, qui avons démantelé tout cela.

Tout ce que je dis là ne vise pas à excuser l'agression du 24 février. Il est évident que la Russie a transgressé les règles du droit international. Et malheureusement cette sale guerre a révélé aussi les comportements les plus négatifs dont sont capables les Russes. Il n'y a aucune excuse à donner. Mais je crois que l'on peut chercher des explications qui soient un peu moins simplistes que celles qui dominent actuellement.

Puisque j'ai parlé de droit international je voudrais faire un petit arrêt sur image pour souligner l'importance de ne pas signer n'importe quoi. La diplomatie, c'est finalement de l'écrit. La diplomatie aboutit à des documents qui sont signés, des contrats en quelque sorte. Si rien n'est signé, les propos que X, Y ou Z peuvent avoir tenus en buvant un coup dans une bonne ambiance ne comptent pas.

L'histoire a ses ruses. En voici un exemple assez fascinant, qui concerne la fameuse CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe). Les négociateurs de la charte d'Helsinki de 1975 s'étaient entendus sur une disposition tout à fait incroyable – je suis d'ailleurs très étonné que personne n'en parle – selon laquelle les États signataires avaient le droit *unilatéral* de choisir leurs alliances ! Or, pour citer encore une fois Kissinger, la sécurité absolue d'un État c'est l'insécurité absolue de tous les autres. Cette disposition totalement extravagante a été reprise dans la charte de Paris de 1990. Aujourd'hui, cet argument est évidemment utilisé en faveur de l'Ukraine, sans parler de la Finlande et de la Mongolie extérieure...

D'où vient cette disposition aberrante ? J'ai fait ma petite enquête. C'était en fait une concession faite par les Occidentaux aux Soviétiques qui voulaient alors être certains qu'on ne pourrait pas remettre en cause l'appartenance des « pays frères » au Pacte de Varsovie. Nous avons donc fait cette concession qui peut effectivement être utilisée sur un plan juridique.

Je m'étais déjà amusé à torturer un peu nos ex-amis russes sur cette question de l'importance de la diplomatie. Certains cas sont de grandes réussites, comme la *Grundgesetz* allemande, la loi fondamentale de la RFA qui prévoyait deux voies possibles de la réunification : les gens qui avaient préparé cette loi avaient vraiment pensé d'une manière très puissante ce qui pouvait se passer !

Ramener toutes les relations internationales au droit international relève bien sûr de la naïveté. Si le droit international est très important et extrêmement utile dans beaucoup de circonstances ce n'est qu'une digue. Et certaines vagues sautent au-dessus de la digue.

À toutes les idées qui ont été présentées par les orateurs qui m'ont précédé, je voudrais ajouter un mot sur la notion d'intérêt vital.

Il ressort très bien de vos exposés que, pour les Russes, la question de l'Ukraine est ressentie comme d'intérêt vital, pour des raisons historiques et pour des raisons de sécurité. Ils voient l'Ukraine comme un territoire que les Américains veulent conquérir, ce qui, de leur point de vue, constitue un danger immédiat. Et quand les intérêts vitaux sont vraiment en jeu on est prêt à payer le prix du sang.

Qui est prêt à payer le prix du sang pour l'Ukraine ? Certainement pas les Français, les Allemands ni qui que ce soit dans l'Union européenne... pas plus qu'aux États-Unis (pas question qu'ils envoient un *boy* en Ukraine) !

Nous verrons jusqu'où les Russes sont prêts à continuer à payer le prix du sang. On entend beaucoup dire ces jours-ci, à juste titre, qu'à « droite » de Poutine de plus conservateurs que lui veulent en découdre. ... C'est pourquoi la suite de l'histoire n'est pas du tout écrite.

Une vaste majorité d'Ukrainiens vit la grande guerre nationale qui va couronner une longue histoire.... Je rappelle dans mes « Perspectives » du dernier Ramses une anecdote assez drôle. Il se trouve que mon père m'avait fait lire quand j'avais quatorze ans *L'histoire de Charles XII roi de Suède* où Voltaire explique dans un joli langage que – déjà – des Ukrainiens voulant construire une nation ukrainienne se trouvaient coincés entre les trois grandes puissances qu'étaient la Suède, la Pologne et la Russie. La manière dont il en parle est assez succulente (je vous renvoie à Ramses). On voit que c'est une longue histoire. Et c'est pour les Ukrainiens la grande guerre qui, de toute façon, même si les frontières finales ne sont pas encore dessinées, leur permettra effectivement de devenir un vrai État-nation. Il n'y a aucun doute sur ce point.

Sur l'issue de cette guerre – dont on a peu parlé jusqu'ici – que peut-on penser ?

De grands dérapages sont possibles. Et, oui, je crois qu'une « troisième guerre mondiale » (il faut s'entendre sur les termes) n'est pas totalement impossible. Mais je ne vois pas grand monde qui la souhaite, à part peut-être à travers la rhétorique des Russes et des Ukrainiens qui veulent en découdre jusqu'au bout. Le langage de Zelinsky, qui parle de la reconquête de la Crimée, est assez irréaliste en tout état de cause.

Toujours est-il que les objectifs affichés actuellement par les Ukrainiens et par les Russes sont extrémistes.

Quels sont les grands acteurs ?

Oublions l'Europe. Les pays où l'issue va se décider sont les États-Unis, la Chine, l'Ukraine et la Russie. Toute la question est de savoir quand les Américains et les Chinois voudront siffler « la fin de la partie ». Ils ne veulent pas que la situation dégénère et sont en réalité beaucoup plus réalistes, même les Américains, que ne le suggère la rhétorique purement idéologique que je mentionnais au début de mon propos. Les Chinois commencent à le montrer clairement, les Américains pas encore, quoique tout indique que des discussions ont lieu entre Russes et Américains à l'heure actuelle. La question est de savoir quand les Américains en particulier diront aux Ukrainiens : maintenant ça suffit, il faut négocier ! Quitte à aboutir à une situation comparable à l'annexion des Pays baltes et de la Moldavie dans les années 1940, qui n'a jamais été reconnue en droit international... ce qui n'a pas empêché de traiter diplomatiquement avec l'URSS, y compris ces régions annexées.

Madame la ministre a chanté les vertus de l'Union européenne, non sans quelques raisons, d'ailleurs, en ce qui concerne la pandémie et, peut-être, en matière énergétique où il semble que les évolutions récentes marquent un relatif progrès eu égard à l'absence de politique énergétique qui n'a cessé de marquer l'Union européenne.

Concernant les affaires européennes, ce qui me soucie le plus, c'est que, Mme Ursula von der Leyen en tête, on promet inconsidérément à tout le monde de rentrer dans l'Union européenne. Or dans des pays où l'idéologie reste extrêmement forte les paroles engagent, même si ce ne sont pas des traités. Il va être extrêmement difficile de refuser l'élargissement à l'Ukraine, à la Géorgie, à

la Moldavie etc. Or quiconque connaît un peu ces pays sait que ce ne sont pas des candidats idéaux (c'est un euphémisme) pour l'Union européenne.

Je suis d'ailleurs persuadé que, le jour où la paix sera rétablie, ce qui restera des oligarques russes et les Ukrainiens qui auront peut-être pris du poil de la bête s'entendront très bien.

Le premier élargissement, trop rapide, a failli déjà déséquilibrer complètement l'Union européenne, d'où le traité de Maastricht (je ne me lancerai pas dans un développement sur ce sujet devant Jean-Pierre Chevènement). Ce traité a été conçu par Helmut Kohl et François Mitterrand comme une manière d'empêcher la désagrégation d'une Union européenne qui s'élargissait trop vite. De ce point de vue cela a d'ailleurs été un certain succès. Mais que va-t-il advenir de l'élargissement qui s'annonce, avec des pays qui ne partagent plus du tout les idéaux initiaux ?

L'objectif américain est très simple : les États-Unis veulent, dans une Europe politiquement étendue et affaiblie, renforcer l'Alliance atlantique et en faire une alliance anti-démocraties, mettant dans le même sac la Chine, la Russie, sans parler de l'Iran etc.

Ce n'est pas ce que nous voulons mais nous avons déjà largement cédé.

Je veux mettre en garde mes amis américains : à ce jeu-là, ils peuvent gagner au début mais si l'Europe se décompose vraiment, si, dans les années qui viennent, les rapports franco-allemands se dégradent parce que nous voyons le monde différemment, ce qui n'est pas du tout exclu, une Europe qui commencerait à se décomposer et à retrouver les vieilles querelles leur poserait de sérieux problèmes.

En ce qui concerne la question globalisation/déglobalisation – ou mondialisation /démondialisation – il a été très bien dit qu'une démondialisation complète n'est pas possible dans un avenir prévisible. En revanche, un découplage stratégique sur le plan économique est non seulement possible mais probable.

Les Chinois, de plus en plus « gaullistes », vont réduire leur dépendance sur toutes les activités stratégiques en matière économique, même si cela leur demandera du temps. Si on n'évolue pas vers une guerre, à travers Taïwan par exemple, que nous le voulions ou non, il y aura des formes d'accords et d'ententes entre les Américains et les Chinois, sans pour autant constituer un véritable G2.

D'autre part, comme il a très bien été dit également, bien d'autres acteurs entendent peser, comme l'Inde etc.

Mon dernier mot est pour déplorer l'absence de toute pensée stratégique dans les discours dominants en Europe. Cette anti-stratégie fait que chaque pas détermine presque mécaniquement le pas suivant.

Comme Jean de Gliniasty, je suis désolé de terminer sur cette note pessimiste mais quand on dit quelque chose de désagréable c'est dans l'espoir de susciter des réactions.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment.

Dans cette Europe qui, concluez-vous, n'a pas de stratégie, la France n'a même plus de voix ni même de capacités. Car la voix de la France a quand même été un élément de sa diplomatie. De ce point de vue, cette forme de paralysie européenne fait écho au retour de la domination américaine.

Vers le mois de mai, vous disiez que les États-Unis avaient changé et étaient plutôt en faveur du *Regime change* tel qu'ils l'ont appliqué dans un certain nombre de pays d'Amérique latine ... Ce que vous dites ici prouve que vous avez vu une évolution qui conduit maintenant les États-Unis à se dire qu'ils seraient mieux avisés de conclure une paix et de le faire éventuellement en dehors des Européens.

THIERRY DE MONTBRIAL

Les Américains sont assez réalistes.

Mais imaginons un instant que la Russie se décompose totalement et que l'on retombe dans les années 1990. Que nous apporterait une telle situation ?

J'étais il y a quelques jours en Corée où j'ai débattu avec des personnalités américaines de ce genre de sujets. « Les Russes ne sont pas encore suffisamment punis ! Il faut qu'ils souffrent encore plus ! », me disait l'un d'entre eux, un personnage très connu. Vous voyez le mode de raisonnement !

Mais si effectivement la Russie se décomposait, qui peut croire que l'arrivée de millions de Russes serait une bonne nouvelle pour les Européens ?

Un jour, lors d'une visite à Deng Xiao Ping, M. Carter, un parfait idéologue, le chapitrait sur le plan moral : « Que faites-vous pour favoriser le départ des Chinois qui souhaitent quitter votre pays ? » « Combien de millions en voulez-vous ? », lui répondit Deng Xia Ping. Et Carter changea le cours de la conversation.

La destruction d'un ordre n'est jamais une chose anodine. Si une nouvelle révolution se produisait à l'intérieur de la Chine ce serait une catastrophe pour toute l'Asie de l'Est et pour le monde entier. Imaginez les conséquences économiques et politiques d'une nouvelle guerre de dynastie en Chine... Il faut quand même penser à ces choses-là avant de faire n'importe quoi, que diable !

Débat

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Vous avez tous été très brillants.

Bravo à Marie-Françoise Bechtel pour l'organisation du colloque.

Tous les orateurs ont été extrêmement pertinents, chacun dans son genre.

Peut-être exprimerai-je un point de vue qui rejoint celui de Thierry de Montbrial. Avec l'extension indéfinie de l'Europe vers l'Est, vers l'Ukraine, à quelle Europe allons-nous aboutir ? Est-ce vraiment l'intérêt de la France ?

CLAUDE NICOLET

Merci à Marie-Françoise Bechtel.

Merci à tous les orateurs pour leurs exposés extrêmement intéressants et brillants.

Je voudrais donner un témoignage et poser une question.

Plusieurs d'entre vous ont parlé de l'élargissement aux pays d'Europe de l'Est des années 1990. J'avais eu alors l'occasion d'échanger avec dix de leurs ambassadeurs ou attachés d'ambassade. Les propos étaient toujours les mêmes : ils ne pensaient pas du tout l'adhésion de leur pays à l'Union européenne en termes

de constitution de puissance européenne. Pour eux Bruxelles était simplement le plus court chemin vers Washington.

En 2004 j'étais en Pologne au moment de la révolution en Ukraine. Le soutien à la « révolution orange » de la foule polonaise, chauffée à blanc, était évident.

Vous avez évoqué, M. de Montbrial, la question des relations avec l'Allemagne qui pourraient se dégrader.

Sur la question énergétique la volonté de l'Allemagne de démanteler EDF est évidente.

Le 29 août dernier, le chancelier Scholz a tenu un discours tout à fait intéressant à l'université Charles de Prague sur sa vision de la place de l'Allemagne dans l'Europe et dans le monde et sa vision du futur élargissement.

On sent bien que là aussi, au sein de l'Allemagne, un renversement stratégique est en train de s'opérer.

Je souhaiterais avoir votre avis sur cette question.

THIERRY DE MONTBRIAL

Vous avez absolument raison.

Je suis d'ailleurs étonné qu'Emmanuel Macron ait immédiatement exprimé l'approbation par la France du discours de Scholz... Discours qui illustre parfaitement la crainte que j'exprimais. En effet, élargir l'Union européenne au maximum, l'actuelle grande idée allemande, revient à déplacer le centre de gravité de l'Europe vers le Nord-Est, ce dont bien sûr l'Allemagne se félicite.

Je parlais des Ukrainiens et des Russes qui se réconcilieraient un jour, en tout cas pour faire des affaires. Il en est de même pour les Allemands et les Russes qui ont toujours eu des rapports extrêmement forts.

Sans entrer davantage dans l'exégèse, je dirai que le discours de Scholz est en effet alarmant.

Pas plus tard qu'hier soir j'ai organisé un dîner avec l'actuelle ambassadrice des États-Unis à Paris. « Mais votre mode de raisonnement est totalement différent de celui des Allemands ! » me dit Michaela Wiegel, qui représente la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* à Paris, réagissant à un de mes commentaires. « Je sais », lui ai-je répondu.

Dans ce discours – que j’invite tout le monde à lire car, à ma connaissance, on n’a jamais vu un chancelier allemand faire un discours aussi complet sur l’Europe – Scholz évoque l’élargissement, en disant que le dialogue politique prôné par Emmanuel Macron ne doit pas s’opposer à l’élargissement ... alors qu’il est précisément fait pour cela !

Évoquant toujours l’élargissement, il dit lui-même qu’il est irréaliste de penser que nous pouvons avoir trente-six commissaires européens. Alors il a son petit système : il faudra deux commissaires européens pour traiter de chaque question... C’est la Quatrième République ! C’est la négociation permanente entre petits et grands pays, le mélange des sujets, sans aucune priorisation !

Comme Claude Nicolet, j’ai été assez surprise et effrayée en lisant ce discours. Mais il y a un tel irréalisme derrière ces propositions que dans un deuxième temps on se dit que de toute façon cela ne peut pas marcher.

Je poserai une question à Jean de Gliniasty : Ne sommes-nous pas en train d’assister aux craquements d’une Europe qui déjà ne tient plus dans le manteau à vingt-sept qu’on lui a fabriqué et qui ne peut naturellement pas aller au-delà ?

Si le processus de l’élargissement doit durer encore trente ans, pendant ce temps, l’Europe restera cette sorte de sous-continent dans lequel, par le bras armé de l’OTAN, les États-Unis feront probablement la loi.

C’est vrai.

Je suis d’accord avec tout ce qu’a dit Thierry de Montbrial.

Il existe entre la France et l’Allemagne un contrat fondamental pour la construction de l’Europe. À la France les aspects militaire et diplomatique. À l’Allemagne la puissance économique, sans trop d’influence politique. C’est, à des nuances près, le contrat fondamental.

Ce que je trouve très dangereux dans le discours de Scholz c'est la tentative allemande de modifier unilatéralement cette colonne vertébrale de la construction européenne. Certes il faudra bien la modifier parce que l'Allemagne ne peut pas rester un nain politique. Mais il faut qu'on en parle, il faut qu'on le fasse ensemble.

On voit que le siège permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU commence à être remis en cause.

Un autre élément, stupéfiant, m'a frappé dans ce discours : la France n'est pas mentionnée dans les projets militaires communs ! La défense antiaérienne, par exemple, se construira avec la Pologne. Or nous avons toujours travaillé avec l'Allemagne pour essayer de créer une industrie militaire européenne. C'était un bon calcul, base d'une politique éventuelle de défense dans le futur.

C'est fini.

Reste à espérer que ce discours soit une sorte d'aberration passagère ... mais je crains que ça ne soit pas le cas.

JEAN-ROBERT RAVIOT

Puisque je joue le rôle de l'historien, j'ajouterai un mot aux belles paroles que nous avons entendues.

Que l'Allemagne fasse de la politique sans le dire n'est pas nouveau. Cela apparaît déjà dans les conditions dans lesquelles a été réalisée la réunification de l'Allemagne d'un point de vue politique et diplomatique. À la lecture de l'excellent livre américain¹¹, basé sur des archives à la fois allemandes, soviétiques et américaines, dont je vous ai parlé, on se rend compte que pendant la période 1989-1990, pendant ces deux années de tractations et de rencontres très fréquentes entre Soviétiques, Allemands de l'Ouest, Allemands de l'Ouest et Américains (ou, à trois, entre Allemands de l'Ouest, Soviétiques et Américains, et parfois à quatre avec les Britanniques), il s'est passé beaucoup de choses. Les Allemands, Kohl en particulier, ont joué un rôle absolument moteur dans leur

¹¹ Mary Elise Sarotte, *Not One Inch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*, Yale University Press, February 2022. Édition en anglais. (NDLR)

propre réunification. Si, comme M. de Montbrial l'a dit à juste titre, Poutine a des gens plus à droite que lui, Gorbatchev lui-même avait, c'est le moins qu'on puisse dire, des gens beaucoup plus communistes que lui pour qui lâcher l'Allemagne réunifiée dans l'OTAN était absolument inconcevable. Pendant ces quelques mois qui vont d'octobre 1989 à juillet 1990 il se passe beaucoup de choses et on voit que l'Allemagne joue un rôle politique sans l'assumer ouvertement. En effet, ces tractations aujourd'hui publiées dans les archives ne se déroulaient pas en public...

Donc l'Allemagne, dès la réunification, montrait une véritable volonté de jouer un rôle politique en Europe.

Autre aspect de cette période, il y avait en Allemagne deux écoles : l'école Helmut Kohl, très volontariste, et l'école Hans-Dietrich Genscher, beaucoup plus prudent à l'égard des partenaires américains et soviétiques.

Scholz est un chancelier de coalition. L'Allemagne aujourd'hui ne parle pas d'une seule voix. Il y a incontestablement une ambition plus géopolitique et internationale de l'Allemagne nouvelle. Mais probablement l'Allemagne connaît-elle des dissensions internes sur la configuration de cette puissance, d'aucuns ne voulant pas aller trop loin dans le développement d'un volet militaro-stratégique.

DANS LA SALLE

En 1965 le général de Gaulle faisait sortir la France du commandement intégré de l'OTAN. Ensuite elle est revenue dans le giron. Aujourd'hui nous avons perdu notre voix internationale indépendante, notre capacité de discussion.

Il vient d'y avoir un référendum forcé qui va conduire à ce que nous savons tous sur la décision d'appartenance des territoires. Que va-t-il en advenir à l'ONU ?

JEAN-ROBERT RAVIOT

Ces référendums se déroulent sur le territoire de quatre régions dont deux sécessionnistes, deux non-sécessionnistes et partiellement occupées par la Russie.

Un tel référendum ne peut être reconnu par aucun pays de l'ONU étant donné qu'il se tient sur des territoires occupés militairement et qui n'ont pas de délimitations territoriales précises. Donc je ne pense pas que ce référendum ait d'autre but qu'un but interne à la Russie. Ce référendum a pour objectif de fixer des limites dans la guerre. Toute opération militaire menée par l'armée ukrainienne dans ces régions autoproclamées unilatéralement territoire de la Russie serait considérée comme une guerre contre la Russie. Cela entraînerait l'adoption de mesures militaro-stratégiques différentes étant donné que cette guerre d'Ukraine se déroulerait en partie sur le territoire de la Russie.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

À ceci près que l'ONU n'a pas compétence sur la régularité des traités. Elle peut reconnaître ou ne pas reconnaître un État mais ce n'est pas l'ONU qui est juge de la conformité des traités au droit international.

Nous allons clore ce colloque très long et, je le crois, très fourni en remerciant vivement les intervenants qui ont su apporter un éclairage pour le présent et pour le futur quant aux effets de ce conflit inattendu sur l'« ordre » – et le désordre – mondial.

PUBLICATIONS RÉCENTES

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION

Colloque du mardi 8 mars 2022

FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR POUR LE XXI^E SIÈCLE

Colloque du mercredi 19 mai 2021

COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?

Colloque du mardi 13 avril 2021

ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU « LEADERSHIP » AMÉRICAIN

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du mardi 5 novembre 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**

Colloque du mardi 24 septembre 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**

Séminaire du mardi 2 juillet 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Colloque du mardi 18 juin 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du lundi 6 mai 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 16 avril 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**

Séminaire du mardi 2 avril 2019

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?

Colloque du mardi 29 janvier 2019

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES

Colloque du mercredi 5 décembre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**

Colloque du lundi 19 novembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI

Colloque du lundi 22 octobre 2018

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory*», mars 2022.**
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica , « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V^{ème} République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'ordolibéralisme allemand, obstacle à la puissance européenne** », mai 2020.
- **Anne-Marie Le Pourhiet**, Professeur de droit public à l'Université Rennes 1, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La gestation historique et juridique de la souveraineté nationale et populaire** », mai 2020.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **La désindustrialisation de la France** », note de lecture de l'ouvrage de Nicolas Dufourcq, *La désindustrialisation de la France* (Odile Jacob, 2022), par Alexandre Benoit.
- « **Climat, énergie, décarbonation : Quel plan de transformation de l'économie française ?** », note de lecture de l'ouvrage du *Shift Project (avant-propos de Jean-Marc Jancovici) Climat, crises : Le Plan de transformation de l'économie française* (Odile Jacob, 2022), par Erwan Le Brasidéc.
- « **L'autonomie des établissements scolaires, un remède à la crise de notre système éducatif ?** », note de lecture de l'ouvrage de Monique Canto-Sperber *Une école qui peut mieux faire* (Albin Michel, 2022), par Souâd Ayada, correspondante de l'Académie des sciences morales et politiques, ancienne présidente du Conseil supérieur des programmes.
- « **Laïcité, un principe** », note de lecture de l'ouvrage d'Éric Anceau *Laïcité un principe* (Passés composés, 2022, par Jules Vidal.
- « **Le nucléaire civil, une industrie d'avenir** », note de lecture de l'ouvrage de Cédric Lewandowski, *Le Nucléaire* (Que sais-je ? 2021), par Guillaume Servant.
- « **La crise du modèle néolibéral et l'avenir du capitalisme** », note de lecture de l'ouvrage de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *La dernière chance du capitalisme* (Odile Jacob, 2021), par Joachim Sarfati.
- « **La recherche française victime d'une contamination militante ?** », note de lecture de l'ouvrage de Nathalie Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard, Tracts, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Le rôle moteur de l'État dans l'innovation** », note de lecture de l'ouvrage de Mariana Mazzucato, *L'État entrepreneur, pour en finir avec l'opposition public-privé* (2015 ; trad. Fayard, 2020), par Guillaume Mars.
- « **L'assimilation et le modèle républicain français** », note de lecture de l'ouvrage de Raphaël Doan, *Le Rêve de l'assimilation* (Passés composés, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com ou benjelloun@fondation-res-publica.org

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achévé
d'imprimer
en novembre 2022